Initiative Développement



Rapport d'Activité 2025

id-ong.org

Éditorial 3
Qui sommes-nous ? 4
ID dans le monde 8
Partenaires 10
Thématiques 12
Prestations 14
Conventions programmes 15
Pages pays 16
Bénin 16
Burundi 18
Comores 20
Congo 22
France 24
Gabon 26
Haïti 28
Madagascar 30
Sénégal 32
Tchad 34
Focus 36
Nos équipes 38
Rapport financier 40
Communication et Mécénat 42

Directeurs de la rédaction : Agnès ROSSETTI et Félix de MARLIAVE
Rédactrices et rédacteurs : Alexandra BESNARD, Alexis BOURGES, Michaël GOZLAN, Eva GROULT, Manon JOFFRE, Sylvaine OUDIN, Alexandre RAFIN, Anaelle ROUL, Jules VENTANA

Crédits : © ID 2026, tous droits réservés

Crédits photos : Baudouin MOUANDA, Piko Paseos, Parallèle Média Groupe, Initiative Développement
Graphisme et mise en page : Alice CLERGEAUD
Impression : Imprimerie Nouvelle
Mentions légales : ISSN : 2781-2901





Agnès Rossetti, présidente d'Initiative Développement

Édito

Tenir le cap, ouvrir de nouveaux horizons

2025 aura été une année de **transformation assumée**. Dans un contexte de financements de la solidarité de plus en plus contraints, ID a fait le choix de **se réinventer** : modernisation du système d'information financier, comme de son système de suivi-évaluation et le renforcement du contrôle interne, **sans jamais transiger sur la qualité de ses projets** ni la confiance de ses partenaires et donateurs.

Ce tournant n'aurait pas été possible sans **l'implication des équipes salariées d'ID**. Leur professionnalisme et leur engagement collectif ont permis de tenir le cap dans les moments les plus exigeants. Qu'elles en soient ici sincèrement remerciées.

Et les efforts ont payé. 2025 s'achève sur **un bilan annuel positif** et **des réussites dont nous sommes fiers** :

- L'inauguration à Madagascar du **premier site vitrine de l'alambic EKO**, économisant plus de 70 % de bois dans la distillation des feuilles de girofle pour en extraire l'huile essentielle, qui prouve qu'éco-responsabilité et développement low-tech font bon ménage ;
- La consolidation de **notre expertise en zones forestières** où le vivre-ensemble entre Bantous et autochtones s'améliore, et où les collaborations pour une amélioration des conditions de vie progressent, qui rayonne et inspire au-delà du bassin du Congo ;
- Et, fait inédit pour ID, le lancement d'une expérimentation de **l'Approche Orientée Changement appliquée à la Mobilisation Sociale à Bruxelles** en appui à SoHab, dans l'objectif de renforcer la cohésion autour de la jeunesse au sein du quartier prioritaire des Marolles ; preuve que nos méthodes forgées là-bas ont toute leur place pour répondre aux enjeux d'ici.

Nous ne nous reposons pas sur ces acquis. 2026 s'annonce comme **une nouvelle année d'action**, portée par la conviction que **justice sociale et justice climatique sont indissociables**. Merci de continuer à nous faire confiance. C'est avec vous, jamais sans vous, que nous avançons.



Qui sommes-nous ?

Initiative Développement (ID) est une association de solidarité internationale créée en 1994, basée à Poitiers. Première ONG en Nouvelle-Aquitaine, nous employons plus de 170 personnes dans nos 10 pays d'intervention dont une vingtaine au siège français.

Nous accompagnons des populations vulnérables en Afrique subsaharienne (Congo, Tchad, Comores, Sénégal, Madagascar, Bénin, Gabon, Burundi), en Haïti et en France pour améliorer leur accès aux services essentiels : eau potable, éducation, santé, énergie et citoyenneté. Nos 32 programmes de développement touchent près de 2 millions de personnes chaque année.

Notre approche : placer les acteurs locaux au cœur de leur propre développement. Nos interventions se basent sur le principe d'accompagnement, et non de substitution.

En partenariat avec plus de 120 organisations locales, techniques et institutionnelles, nous apportons conseils, soutiens financiers et des outils pour stimuler des dynamiques de changement durables.
Notre expertise s'appuie sur des méthodes innovantes développées par nos équipes : l'Approche Orientée Changement appliquée à la Mobilisation Sociale (AOC-MS), le Renforcement Organisationnel et Institutionnel (ROI). Ces outils favorisent la mobilisation collective et renforcent les capacités d'action des communautés pour qu'elles gagnent en autonomie.

De la santé materno-infantile en Haïti à la gestion durable des ressources naturelles aux Comores, du reboisement au Sénégal à l'accès à l'eau au Tchad, chaque projet est conçu collectivement et sur mesure avec les premiers concernés : les populations.

Grâce à plusieurs décennies de présence dans la plupart de nos zones d'action, et ce, grâce à de forts liens avec nos partenaires locaux, nous avons développé une connaissance fine de ces territoires. Nos actions, souvent situées dans des zones reculées, incarnent notre volonté de n'exclure personne du soutien de la solidarité internationale.

Les événements



Début de la commercialisation des foyers améliorés

Congo · Janvier

L'année 2025 a vu le lancement de la phase production et commercialisation des foyers améliorés Congo Mboté à Brazzaville et Pointe-Noire. Ainsi, en 2025, plus de 620 foyers Mboté ont été achetés par les ménages. Pour cela, 22 artisans étaient mobilisés et 19 distributeurs auprès de qui les clients achètent les foyers améliorés.



Un nouveau modèle d'alambic sur Dist'Îles Action

Madagascar · Avril

ID a inauguré à Analanjirofo le premier site vitrine de **l'alambic EKO** : un nouveau modèle de distillation 70 % plus économe en bois, co-conçu avec des artisans locaux dans le cadre du **projet Dist'Îles Action**. Ce chantier-école, aboutissement d'une phase de recherche et développement, est désormais ouvert aux visiteurs comme **vitrine de pratiques de distillation plus durables** sur la côte Est de Madagascar.



Quatre OSC accompagnées dans la lutte contre les violences basées sur le genre

Gabon · Juin

Dans le cadre du projet ACT-VBG, quatre OSC gabonaises ont vu leur accompagnement débuter. Ces associations sont actives auprès des victimes de violences basées sur le genre (VBG). Elles interviennent sur trois dimensions complémentaires : la prise en charge médicale, juridique et économique. Elles bénéficient d'un double appui : une subvention pour la mise en œuvre d'un projet et un renforcement organisationnel et institutionnel (ROI).



Lancement d'une étude sur les produits forestiers de Fatick-Diourbel

Sénégal · Juillet

L'atelier de lancement de l'étude portant sur les produits forestiers ligneux et non ligneux du territoire de l'Entente Interdépartementale Fatick-Diourbel s'est tenu au Conseil départemental de Fatick dans une atmosphère constructive et participative. Les produits ligneux proviennent du bois de l'arbre (bois d'œuvre, bois de chauffe, charbon), tandis que les produits non ligneux regroupent tout ce que la forêt fournit sans abattage : fruits, plantes médicinales, miel, résines ou fourrage. L'objectif de cet atelier était de lancer officiellement l'étude en s'assurant la compréhension partagée de ses enjeux, objectifs, approche méthodologique, résultats attendus et de recueillir les recommandations des acteurs.



19 bornes-fontaines artistiques pour un accès à l'eau durable

Bénin · Août

En août, 19 bornes-fontaines artistiques ont été construites sur le projet Ossin Dagbé à Porto-Novo, grâce à des **artistes sculpteurs locaux** et l'accompagnement du **centre culturel Ouadada**. Cette alliance entre génie civil, patrimoine culturel et art transforme l'accès à l'eau en levier de cohésion urbaine. Co-conçus avec les communautés, ces ouvrages emblématiques renforcent l'identité des quartiers et garantissent **la durabilité du service grâce à une forte appropriation locale.**



Du diagnostic participatif à la sélection des organisations partenaires

Comores · Octobre

Un diagnostic participatif conduit par nos équipes a permis de cartographier 822 organisations locales (OSC) et 60 organisations de la diaspora (OSIM) aux Comores. Présentés lors du séminaire **Regards Croisés OSIM et OSC** éponyme, ces résultats ont mis en lumière les synergies et les défis propres à la collaboration entre ces deux types d'acteurs – posant ainsi les bases d'une action collective mieux orientée. Loin d'être une fin en soi, cette cartographie a directement alimenté l'étape suivante : la sélection de 50 organisations (25 OSCL et 25 OSIM) pour un renforcement de capacités, après identification des atouts via les approches ROI et IRI. C'est précisément parce que le diagnostic avait identifié les leviers et les lacunes de chaque territoire que cette sélection a pu cibler les acteurs les plus pertinents. En parallèle, des actions de sensibilisation ont été menées dans les neuf zones du pacte vert et bleu (Anjouan, Mohéli, Ngazidja) ainsi qu'auprès de la diaspora, avec l'appui du FORIM et de ses Opérateurs d'Appui labellisés.





Lancement des ateliers « Identités, Défis, Besoins »

Burundi · Novembre

11 associations, porteuses d'initiatives d'activité économique des femmes, ont bénéficié des ateliers **« Identités, Défis, Besoins »**, première étape de la démarche de leur renforcement organisationnel et institutionnel. L'équipe d'ID au Burundi a elle-même été préalablement formée par le chargé de mission thématique au siège, afin d'être en mesure de déployer cette méthodologie sur les 18 prochains mois du projet.



Un atelier de sensibilisation porté par les bénévoles d'Initiatives Jeunes

France · Décembre

Le 2 décembre, 11 bénévoles d'Initiatives Jeunes ont pu animer auprès d'autres jeunes trois outils d'ECSI lors du Rendez-vous des transitions à Bidart. Lors de cette journée, les jeunes ont pu être sensibilisés aux thématiques de la justice climatique, des questions migratoires, et de l'économie circulaire, grâce à des jeux issus de l'éducation populaire. La même semaine à Bidart, 12 ambassadeurs et ambassadrices ont travaillé pendant 24 heures sur la création d'un plaidoyer climatique autour du gaspillage alimentaire.

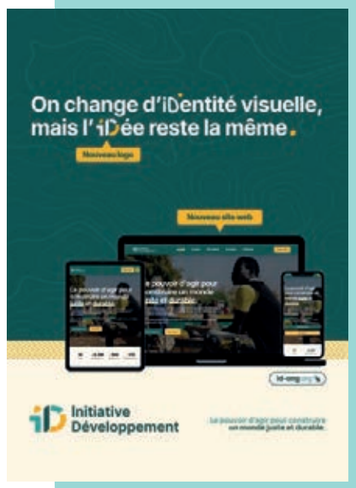


30 ans d'engagement au cœur de la perle des Antilles

Haïti · Novembre

L'exposition Nan Kè Ayiti réalisée pour les **30 ans d'ID** a été l'occasion de partager des témoignages d'une jeunesse en mouvement, d'initiatives portées par les acteurs du changement du Nord-Ouest et cela en plein Port-au-Prince. **Véritable vitrine du travail accompli depuis trois décennies**, cet événement nous a permis de remercier les acteurs et les partenaires institutionnels.

Approfondissez le sujet dans notre dernière Lettre info



ID se refait une beauté

Notre ONG s'est refait une beauté en 2025 avec une toute nouvelle identité graphique et un site web totalement rénové.
Scannez et découvrez-le !

ID dans le monde

Nos réussites

Citoyennes et citoyens engagés au Tchad pour la salubrité des espaces publics



À Koumra, la ville s'est mobilisée avec ses habitants pour améliorer le cadre de vie urbain. En 2025, le soutien d'ID a fédéré des associations de jeunes, de femmes et de commerçants autour d'un enjeu concret : éradiquer les dépôts sauvages au centre-ville et dans les marchés. Cette action collective a consolidé le partenariat entre la mairie, les organisations de la société civile et les habitants, produisant des résultats visibles : réduction significative des dépotoirs, amélioration du cadre urbain et confiance accrue envers les services communaux. Par des campagnes de sensibilisation diffusées sur les radios locales et des actions de proximité, la ville inscrit progressivement ces bonnes pratiques sanitaires dans le quotidien de ses habitants.

Michel, agriculteur formé par ID dans le cadre du programme Bouala au Congo, témoigne



« Avant la formation sur les règles juridiques qui encadrent la gestion des forêts, je n'avais jamais entendu parler de la gestion des ressources forestières et des terres. J'ai retenu le code forestier et appris à mieux gérer la forêt pour lutter contre le changement climatique. La formation a pleinement répondu à mes attentes. Je compte mettre en pratique tout ce que j'ai appris, étant moi-même propriétaire terrien. Cette formation va m'aider à obtenir un titre foncier pour mes terres. »

Dans de nombreuses localités, la gestion des ressources naturelles reste un défi majeur. Manque d'information sur les lois, méconnaissance des procédures foncières, exploitation non durable des forêts… Ces obstacles freinent la protection de l'environnement et le développement local. ID, dans le cadre du programme Bouala, a proposé aux parties prenantes une formation de deux jours afin de renforcer leurs connaissances des règles juridiques et ainsi mieux agir pour une gestion durable de la forêt.

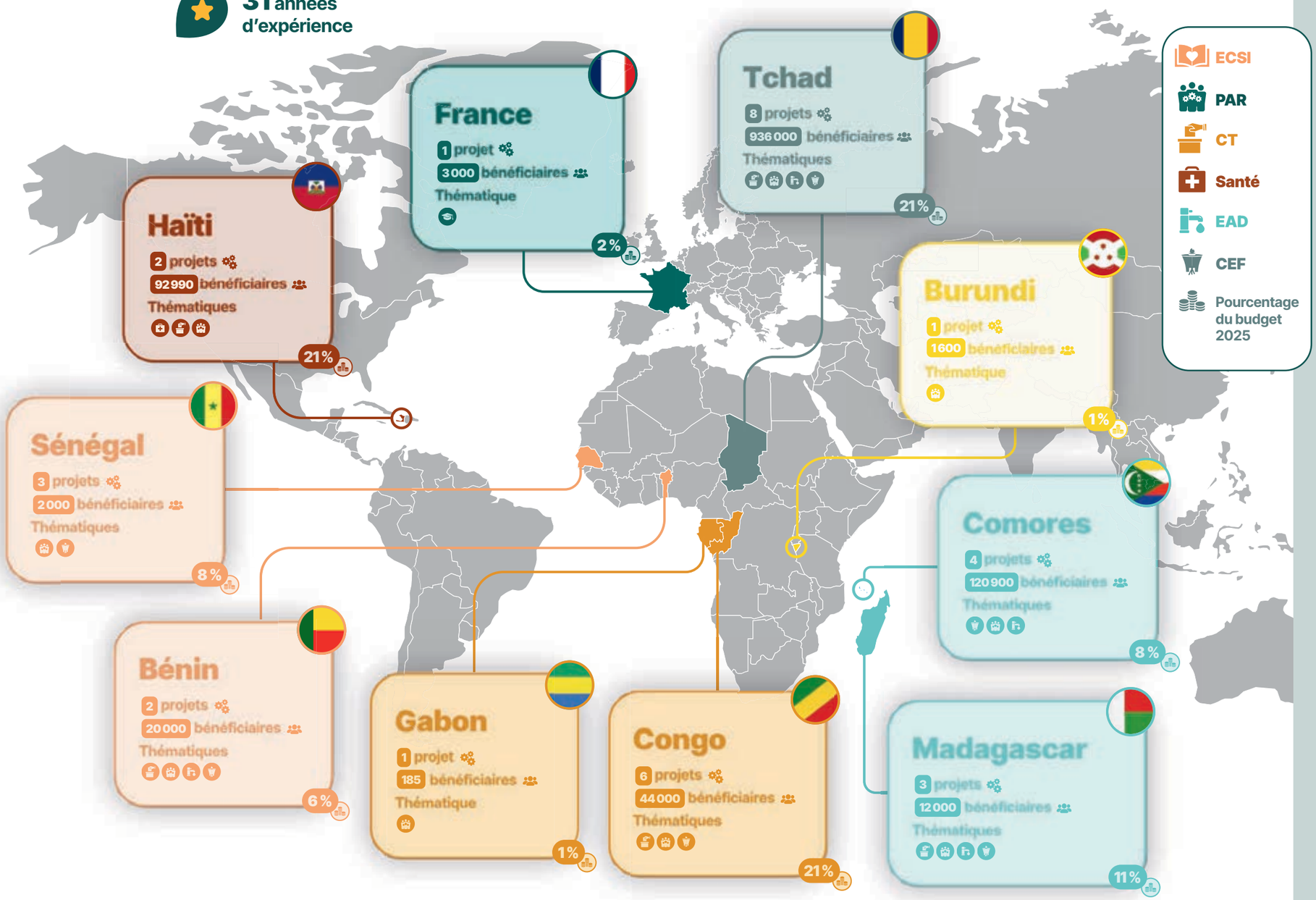
Nos résultats

10 pays d'action

173 collaborateurs dans le monde

7,9 millions d'€ de budget

31 années d'expérience



1 637 000 personnes accompagnées

32 projets à l'international

42 partenaires financiers

85 partenaires techniques et institutionnels

Partenaires

Notre devise : faire avec, jamais à la place de

En mettant nos partenaires locaux au cœur de leur développement, nous les accompagnons pour apporter **des réponses sur mesure**, parfaitement adaptées aux besoins des populations et intégrées nativement à leur milieu. Ils œuvrent pour **trouver des solutions aux défis sociaux, environnementaux et économiques** qu'ils rencontrent, et nous les accompagnons et les outillons pour qu'ils puissent, à terme, devenir autonomes.

Pour ce faire, notre expertise s'appuie sur des **méthodes innovantes** développées et affinées par nos équipes : l'**Approche Orientée Changement appliquée à la Mobilisation Sociale** (AOC-MS) et le **Renforcement Organisationnel et Institutionnel** (ROI). De fait, **nous nous intégrons pleinement dans les écosystèmes locaux** et nous travaillons avec l'ensemble des acteurs de la région pour que l'inclusion et la concertation soient au cœur des projets que nous développons ensemble.

Grâce à une expérience de plusieurs décennies dans la plupart des pays où nous agissons, nous avons développé une **connaissance fine de nos territoires d'intervention**. Nos actions, alors souvent situées dans des zones reculées, répondent à une forte volonté de n'**exclure personne du soutien de la solidarité internationale**.



Liste des collectifs dont ID est membre

All4Trees
CICLE – **Coopération Internationale Climat**
Coordination Sud
Groupe Initiatives
Commission Climat et Développement (CCD), Coordination Sud
Commission Jeunesse et Solidarité Internationale (CJSI) de Coordination Sud
pS-Eau
Coalition Eau
Réseau Cordée
F3E
Mouvement SUN « Scaling Up Nutrition »
CLIO
RADSI – Nouvelle-Aquitaine
SoCoopération

Nos partenaires financiers

FRANCE
- AEAG – Agence de l'Eau Adour-Garonne
- AELB – Agence de l'Eau Loire-Bretagne
- AERMC – Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse
- AESN – Agence de l'Eau Seine-Normandie
- Bordeaux Métropole
- CACP – Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise
- Fondation Coallia
- Fonds Eau Grand Lyon
- Grand Poitiers
- Métropole Aix-Marseille-Provence
- Métropole de Lyon
- RNA – Région Nouvelle-Aquitaine
- SNCF – Société Nationale des Chemins de Fer Français
- Ville de Paris
- Ville de Poitiers
- Ville de Mérignac

TCHAD
- Ambassade de France au Tchad

HAÏTI
- FLMH – Fondation Lord Michelham of Hellingly

CONGO / GABON
- All4Trees
- Amb. FR Congo – Ambassade de France au Congo
- CAFI – Central African Forest Initiative *(Initiative pour les Forêts d'Afrique Centrale)*

SENÉGAL / BÉNIN
- Mairie Porto-Novo

OCÉAN INDIEN
- Ambassade de France aux Comores
- Ambassade de France à Madagascar
- CEPF – Critical Ecosystem Partnership Fund *(Fonds de Partenariat pour les Écosystèmes Critiques)*
- Région Itasy

MULTIPAYS
- AFD – Agence Française de Développement
- AFIDEV – *Association Française des Instituts de Développement*
- Erasmus+
- Expertise France *(agence française d'expertise technique internationale)*
- FNUD – Fonds des Nations unies pour la Démocratie *(UNDEF)*
- France Volontaires
- MEAE – Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- UE – Union européenne

BURUNDI
- Ambassade de France au Burundi
- FEF – *Fonds Équipe France*



Zoom sur

Bët-Set : un partenaire engagé pour le développement au Sénégal

Implantée au cœur du Sénégal (Kaolack, Kaffrine, Fatick, Diourbel), **Bët-Set / l'Aurore** est une association portée à plus de **70 % par des femmes**, engagée pour les enfants, les jeunes et les femmes en faveur d'**un avenir plus inclusif**. Partenaire d'ID dans le programme DIARO 3, elle expérimente l'AOC-MS sur le terrain en testant, mesurant et ancrant ces approches dans les réalités locales, **afin que le changement vienne véritablement de l'intérieur**.

Thématiques

La force du multi-thématique

La force de notre approche réside dans **la complémentarité de nos expertises**. Chaque thématique apporte une réponse précise, que ce soit un réseau d'eau, une filière énergétique durable ou un dispositif de santé communautaire. **C'est cette articulation de l'expertise de nos thématiques qui rend nos actions complètes et pérennes.** Sur un même territoire, le volet technique s'adosse systématiquement au renforcement des acteurs et à la concertation citoyenne : un service d'eau s'accompagne d'une gouvernance locale solide, un projet climatique d'une mobilisation sociale durable. Cette combinaison **transforme des réalisations ponctuelles en dynamiques de développement appropriées par les territoires eux-mêmes.**

PAR

Le Pôle Accompagnement et Renforcement des acteurs soutient l'autonomie et la mobilisation sociale des acteurs et actrices individuels et d'organisations par des méthodologies spécifiques. Le **Renforcement Organisationnel et Institutionnel** (ROI) accompagne les organisations à définir leur stratégie et clarifier leurs besoins, puis contribue à y répondre de manière ciblée. **L'Approche Orientée Changement appliquée à la Mobilisation Sociale** (AOC-MS) stimule et accompagne sur la durée des dynamiques de changement individuel et communautaire. Le PAR développe, porte et transfère ces approches et cette posture d'accompagnement aux équipes ID, partenaires et autres organisations qui en font la demande.

CT

La thématique Citoyenneté et Territoires soutient la **co-construction des politiques publiques locales en réponse aux attentes et besoins des citoyennes et citoyens**. Elle se concentre sur l'accompagnement des processus de décentralisation, l'accès aux services de base, la mise en place d'espaces de concertation multiacteurs et inclusifs, le **renforcement de la citoyenneté et l'accompagnement de la société civile à être actrice du développement de son territoire**. Depuis 2022, la CT anime la convention programme ACTIF qui vise un développement local plus inclusif, en **renforçant le pouvoir d'agir des groupes marginalisés, notamment des jeunes, des femmes et des populations autochtone**s, et en encourageant les autorités locales à mener des politiques publiques plus inclusives.

CEF

La thématique Climat, Énergie, Forêts soutient, aux côtés de ses partenaires, des trajectoires de développement durable renforçant la **résilience socioéconomique des populations et des territoires.** Elle accompagne les acteurs locaux dans la structuration de filières durables, notamment autour des **usages énergétiques et de filières à forte valeur ajoutée** (agroforestières, production d'huiles essentielles, etc.). En parallèle, elle œuvre à la gestion durable des ressources naturelles, à la **préservation des forêts et au reboisement**. L'ensemble de ces actions s'appuie sur des diagnostics territoriaux et contribue à la fois à l'**atténuation des impacts du changement climatique et à l'adaptation des territoires.**

EAD

La thématique Eau-Assainissement-Déchets accompagne plusieurs localités pour mettre en œuvre ou **renforcer leurs services d'accès à l'eau et à l'assainissement**. Elle favorise également une meilleure gestion intégrée des ressources dédiées. Le renforcement de leur maîtrise d'ouvrage pour cadrer les études techniques, les commandes publiques des équipements et le fonctionnement du service sont au cœur de l'accompagnement. La thématique s'appuie sur des bureaux d'études et des entreprises pour la réalisation des commandes publiques. Le prédimensionnement est réalisé en interne en maîtrise d'œuvre pour mieux cadrer la commande, grâce aux **activités de co-construction et d'inclusion des habitants menées conjointement avec les autres thématiques.**

Santé

ID intervient depuis ses débuts en Haïti dans le domaine de la santé, en étroite collaboration avec la Direction Sanitaire du Nord-Ouest et les autorités locales. Le programme santé actuellement mis en place en Haïti s'ouvre à **des approches multisectorielles, basées sur le principe d'agriculture de santé publique** venant du ministère de la Santé prônant une logique d'intervention intersectorielle vis-à-vis de la **gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) et de l'amélioration de l'accès aux services de base.**

ECSI

L'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale est une méthode pédagogique souhaitant mettre les citoyens et citoyennes au cœur du changement en valorisant le collectif, la solidarité internationale et l'interculturalité. En février 2025, la Région Nouvelle-Aquitaine (RNA) a lancé sa feuille de route régionale 2025-2030 pour la planification écologique. Dans un contexte de plus en plus incertain, l'ECSI joue un rôle crucial en sensibilisant les jeunes aux enjeux environnementaux et en les impliquant dans des actions concrètes pour un avenir durable. Notre projet en RNA vise à répondre au besoin d'engagement des jeunes néo-aquitains et à les outiller sur les solidarités et le développement durable.

Les chiffres clés

PAR

- **95 femmes et 114 hommes,** issus de 19 organisations de la société civile, ont été renforcés sur le plan Organisationnel et Institutionnel
- **1 100 changements** individuels ou collectifs, réalisés par 460 personnes, dans le cadre de 5 dynamiques accompagnées :
  Exemples de changements :
  – À Diob Ndoffène au Sénégal, l'un des plus grands changements collectifs est l'usage d'engrais bio et le compostage
  - À Mateka et Ngabolo au Tchad, les habitants ont peu à peu changé leurs pratiques concernant le transport et la conservation de l'eau, l'hygiène alimentaire mais ont également construit des latrines améliorées dans leurs foyers par leurs propres moyens
- **63 organisations** de la société civile dont 8 via le Fonds ROI ont commencé à être renforcées sur le plan OI.
- Lancement de **4 dynamiques** d'accompagnement aux changements.

ECSI

- **9 outils** d'ECSI utilisés
- **3 ateliers** d'interculturalité
- **20 bénévoles** recrutés et formés
- **1 évènement** européen dans 4 pays avec **286 participants**

Santé

- **24 Agents** de Santé Polyvalents Communautaires (ASCP) formés
- **Prise en charge de 477 enfants** et 38 FEFA en programme nutritionnel de supplément (PNS) (malnutrition modérée)
- **20 mères leaders** formées aux bonnes habitudes alimentaires et hygiéniques et en surveillance de la malnutrition
- **30 jardins de case** mis en place chez les ménages les plus vulnérables avec des enfants malnutris



EAD

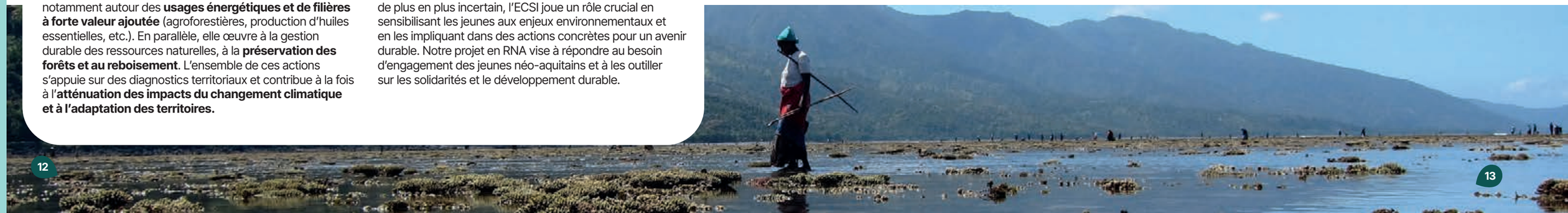
- **17 localités** accompagnées
- **2 500 000 litres** d'eau mensuels distribués
- **1 000 m³** de déchets mensuels collectés
- **60 m³** de boue de vidange traités

CT

- **11 projets** accompagnés dans 6 pays
- **16 partenaires** issus de la société civile
- **22 collectivités** accompagnées (communautés urbaines, communes, régions, départements)
- **747 acteurs** institutionnels et autorités locales accompagné·es
- **154 OSC** accompagnées et renforcées

CEF

- **4 filières locales** de production/diffusion d'équipements et solutions énergétiques accompagnées
- **100 entrepreneurs** locaux accompagnés
- **6 collectivités territoriales** accompagnées sur des enjeux de planification
- **10 sensibilisations** menées sur les enjeux climatiques
- **9 espaces forestiers** restaurés ou en cours de restauration



Prestations

Focus Belgique

Durant toute l'année 2025, le PAR a accompagné l'organisation belge **SoHab** (association de solidarité pour l'habitat) à tester l'AOC-MS dans un quartier de Bruxelles. Après un travail d'enquête et de consultation de la population, **l'expérimentation a porté sur la question de la place des jeunes dans le sous-quartier Radis, aux Marolles, avec les groupes d'acteurs suivants : les jeunes garçons, les jeunes filles, les grands frères, les mamans et les papas.**

Entre avril et juillet, des temps d'ateliers avec chaque groupe de pairs leur ont permis de définir des visions d'amélioration et des souhaits de changements. Un atelier collectif en décembre a rassemblé une partie des acteurs qui ont pris connaissance des changements souhaités par les autres groupes.

L'expérimentation a pris une **forme très différente de celles que nous portons dans nos projets**, pour s'adapter au contexte et notamment à l'indisponibilité des personnes pour ce type d'activités collectives, caractéristique de nos territoires occidentaux. Pour autant, une dynamique de changement a commencé à s'amorcer : mobilisation des acteurs pour mettre en valeur leur quartier, organiser des temps conviviaux ou festifs, ou pour investir le local de SoHab pour des activités entre pairs.

Malheureusement, une situation de violence initiée par un autre quartier nous a poussés à stopper la démarche en toute fin d'année. Avec le recul de quelques mois et une forme d'apaisement, les liens tissés et renforcés entre les groupes d'acteurs et surtout avec SoHab laissent espérer une **résilience possible** et une poursuite de la dynamique, bien que différente.

Cette expérience pourra nourrir les perspectives de test sur le territoire français et néo-aquitain. Après avoir maintes fois fait la preuve de son efficacité en Afrique, dans l'océan Indien et en Haïti, nous en avons la conviction, cet outil peut trouver sa place pour **accompagner au changement et renforcer la cohésion sur nos territoires**.

Conventions

Les conventions programmes permettent à nos thématiques de fonctionner de **manière transversale** dans un ensemble de pays **afin de façonner et d'affiner leurs approches**, tout en développant des modèles standard plus facilement reproductibles dans de nouveaux territoires d'intervention. Véritables **laboratoires de nos actions**, elles sont témoins de la confiance que nous accordent nos financeurs et nous permettent d'affirmer notre expertise sur nos volets Citoyenneté et Territoires et Climat, Énergie, Forêts, mais aussi sur celui qui infuse une large majorité de nos projets : le Pôle Accompagnement et Renforcement des acteurs.

Actif – Action pour la participation citoyenne et des territoires inclusifs

Durée totale : 2022-2031 / Novembre 2023 – octobre 2025 (phase 1)

Emplacement géographique Haïti / Congo / Sénégal / Tchad / Bénin

Autres thématiques concernées CT / PAR / CEF

Financement
Principal financeur : Agence Française de Développement (AFD)
Co-financements variés : Union européenne (Congo / Tchad) / Ambassades de France (Congo / Tchad) / Fondation Lord Michelham / Fondation Coallia / Fonds des Nations unies pour la Démocratie (FNUD) / Ville de Poitiers / Région Nouvelle-Aquitaine
Co-financement ADEMA : Eirene Suisse / Zanmi Ayiti / PARTAGE.

Les enjeux en bref
La CP ACTIF vise à **promouvoir l'inclusion des populations marginalisées** (femmes, jeunes, populations autochtones) dans les espaces de décision afin de renforcer leur participation au développement local, notamment grâce à une approche intégrée qui mobilise l'ensemble des acteurs et actrices des territoires.
La première phase a permis de **documenter les mécanismes d'exclusion** de ces groupes, de les accompagner dans leurs actions de plaidoyer et de développement local, et de **favoriser la création d'espaces de concertation** multiacteurs et inclusifs. La deuxième phase poursuivra l'appui aux populations marginalisées, organisations de la société civile, et autorités locales à travers le renforcement de leurs capacités et l'accompagnement à la planification participative et inclusive, pour la mise en œuvre d'un **développement local au bénéfice de toutes et tous**.

DIARO 3

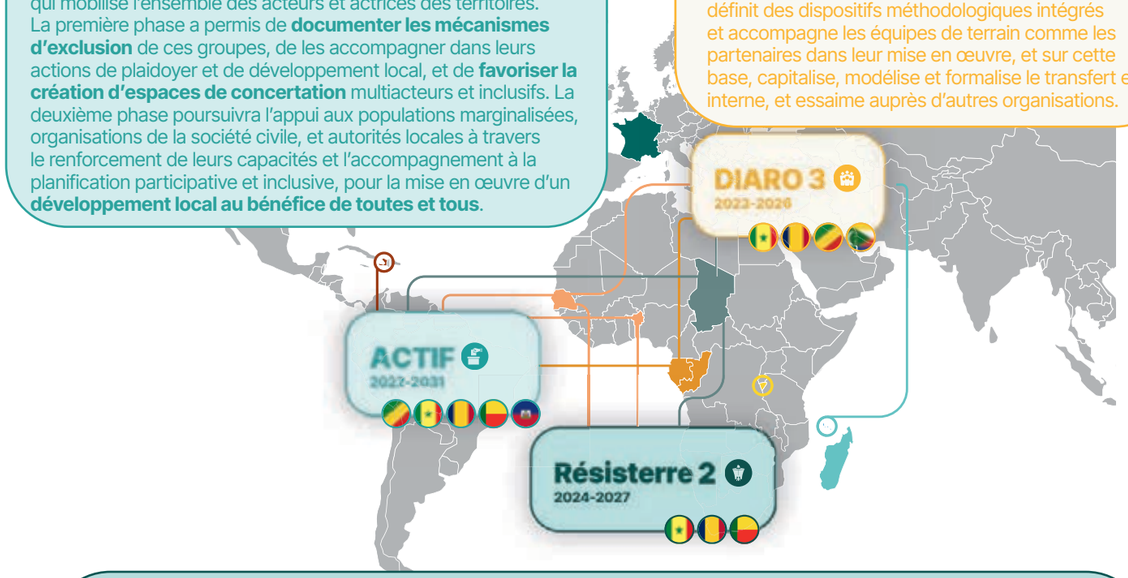
Durée 2023-2026

Emplacement géographique
Sénégal / Tchad / Congo-Brazzaville / Comores

Autres thématiques concernées CT / CEF / EAD

Financement
AFD / UE / Région Nouvelle-Aquitaine / Central African Forest Initiative / Ministère de l'Hydraulique Urbaine et Rurale du Tchad / Ambassade de France au Tchad

Les enjeux en bref
La CP DIARO, actuellement dans sa troisième et dernière phase, permet d'expérimenter, **institutionnaliser et essaimer deux méthodologies innovantes de renforcement de l'autonomie** : l'AOC-MS et le ROI ainsi que la posture en accompagnement qui les caractérise. Grâce à une approche d'*action recherche*, le Pôle Accompagnement et Renforcement des acteurs définit des dispositifs méthodologiques intégrés et accompagne les équipes de terrain comme les partenaires dans leur mise en œuvre, et sur cette base, capitalise, modélise et formalise le transfert en interne, et essaime auprès d'autres organisations.



RésiSTerre 2

Durée 01/11/2024 – 31/10/2027

Emplacement géographique Sénégal / Tchad / Bénin

Autres thématiques concernées PAR / CT

Financement
Bailleurs et mécènes / AFD / Fondation Lord Michelham of Hellingly / Région Nouvelle-Aquitaine / Mairie de Poitiers / Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères / Bordeaux Métropole / All4Trees

Les enjeux en bref
Le Bénin, le Sénégal et le Tchad font face à des vulnérabilités multiformes. Dans ces territoires en première ligne du changement climatique, nous faisons le pari de solutions collectives, avec ceux qui travaillent déjà aux dynamiques de changement. En renforçant leurs capacités et en tirant profit de leur ancrage, nous **œuvrons ensemble pour le renforcement de l'information climatique, l'accès à des solutions énergétiques durables, la gestion et la préservation des ressources naturelles et l'agriculture durable.** Nous favorisons les échanges locaux et entre pays sur les pratiques d'adaptation et d'atténuation pour aider chaque territoire à affronter les défis climatiques.



Bénin

Budget : **446 000 euros**
Employés : **6**
Nombre de projets : **2**
Thématiques concernées : **EAD / CEF / CT / PAR**
Nombre de bénéficiaires : **20 000**

Partenaires

Techniques
Centre culturel Ouadada
SONEB – Société Nationale des Eaux du Bénin

Institutionnels
Métropole de Lyon
CACP – Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise
Mairie de Porto-Novo

Contexte

L'année 2025 marque le passage du déploiement technique à la gestion durable. L'enjeu majeur réside dans l'opérationnalisation du dispositif de délégation de service public pour les 19 bornes-fontaines artistiques. La dynamisation des Comités de Développement de Quartier est cruciale pour garantir une gouvernance de proximité, inclusive et transparente. Le projet se dirige vers une phase 2 qui sera consacrée au renforcement de la délégation du service public, l'appui à l'extension de zone de chalandise pour les microentrepreneurs d'assainissement et le démarrage des campagnes d'information, éducation, communication et marketing.
Cette année a également vu le lancement opérationnel du projet RésiSTerre, avec la mise en œuvre de premières activités structurantes. Deux actions phares ont notamment été engagées. D'une part, le démarrage d'une étude technico-économique visant à terme à optimiser les performances de l'unité existante et à identifier les leviers de développement durable de l'activité. D'autre part, le lancement d'un diagnostic territorial participatif des vulnérabilités climatiques à l'échelle du département du Mono, destiné à mieux comprendre les enjeux actuels liés au changement climatique, à identifier les populations et secteurs les plus exposés, et à prioriser les options d'adaptation les plus pertinentes pour le territoire.

Projets



Commune de Porto-Novo

Ossin Dagbé
2024-2026

Agences de l'eau Seine Normandie et Rhône méditerranée Corse, Métropole Grand Lyon, Fondation Lord Michelham of Hellingly, Cergy Pontoise Agglomération, Ville de Porto-Novo

350 000 €

Région du Mono

RésiSTerre 2
2024-2027

AFD, Bordeaux Métropole

209 000 euros

Focus
Gibou jusqu'au bout



La mise en fonctionnement de la station de traitement des boues de vidange (STBV) à partir de mars a complété le dispositif du service global collecte – transport – traitement du GI-Mono, dont la collecte et le transport en camion de boue de vidange fonctionnaient depuis 2023. Ce lancement fait suite à une longue séquence de 3 ans de conception de l'équipement, de passation de marché et suivi de travaux initiée par le GI-Mono, appuyé en maîtrise d'ouvrage par ID et accompagné en maîtrise d'œuvre par le groupement Sic Epur et Amédé Ferré.

Après une période de montée en charge entre mars et juillet, le service a désormais atteint sa pleine activité avec un rythme de collecte et de traitement de 60 m^3 de boue de vidange mensuel. Ce rythme permet de viser l'objectif global initial d'un service de 800 m^3 de boue de vidange par an. Les premières matières sèches seront valorisables au printemps 2026. Le rejet des eaux traitées est par ailleurs déjà effectif.

Parallèlement, le GI-Mono a avancé sur l'intégration de ce service dans son fonctionnement interne. Il collecte les redevances pour financer les charges du service, il intègre de nouvelles ressources humaines, il accroît les sensibilisations auprès des usagers pour mieux préparer leur vidange, il discute avec la mairie de Lokossa sur la gouvernance mairie-groupement intercommunal du service. Les services déconcentrés apportent un appui renforcé.

Plusieurs enjeux restent néanmoins à régler pour le GI-Mono, au premier rang desquels l'équilibre financier du service, qui passe par une extension réfléchie et cadrée de la station. Il faudra aussi ajouter le maillon de valorisation des matières sèches pour boucler le service.



Burundi

Budget : **51 000 euros**
Employés : **2**
Nombre de projets : **1**
Thématiques concernées : **PAR**
Nombre de bénéficiaires : **1 600**
Types/groupes de bénéficiaires : **membres d'organisations de la société civile, femmes, personnes porteuses de handicap**

Partenaires

Techniques
Ambassade de France au Burundi

Institutionnels
Ambassade de France au Burundi

Contexte

En quelques mois d'activités au Burundi, ID bénéficie déjà d'une **reconnaissance forte en matière de renforcement de la société civile**. Sur de nombreux aspects, l'étroite collaboration entre ID et l'ambassade de France au Burundi peut être considérée comme une référence. Un travail de co-construction en amont a ainsi permis de déployer une approche particulièrement alignée sur les standards méthodologiques du Renforcement Organisationnel et Institutionnel. En réponse, **les premiers résultats et retours des Organisations de la Société Civile (OSC) accompagnées sont très encourageants**.

Dans un contexte de contraction des financements pour la solidarité internationale, ID va continuer de se positionner là où sa **plus-value méthodologique** est la plus avérée, à savoir l'accompagnement et le renforcement de la société civile. Cet axe d'intervention s'aligne également avec des réflexions internes sur la localisation et l'évolution des modèles d'intervention.

Projets



Territoire national

FEF-OSC PASEF II
2025-2027
Fonds Équipe France - Projet d'appui à l'autonomisation sociale et économique des femmes
Ambassade de France
186 000 €

Focus
De l'émergence à l'autonomie : le pari du ROI



Il est aujourd'hui plus que jamais fondamental de respecter et de renforcer la pleine responsabilité des acteurs locaux dans le choix des réponses qu'ils apportent à leurs enjeux. À ce titre, le renforcement des OSC constitue une mise en application concrète de la **localisation de l'aide**. En soutenant ces organisations dans leur structuration, leur gouvernance et leur capacité à agir, la démarche de Renforcement Organisationnel et Institutionnel (ROI) vise à transférer durablement le pouvoir d'agir vers les acteurs locaux.

Au total, c'est la neuvième fois qu'ID déploie sa méthodologie de ROI sur un projet porté par une ambassade de France visant le financement d'OSC locales. Les résultats déjà obtenus montrent la pertinence pour ID d'intervenir auprès de partenaires financiers pour compléter leur dispositif de financement. En effet, loin d'une approche descendante, le ROI s'appuie sur une **logique d'accompagnement, d'auto-diagnostic et de responsabilisation**, où chaque organisation identifie ses défis, construit sa vision et définit ses besoins en renforcement et ses propres priorités de changement. Les premières convaincues sont les organisations locales elles-mêmes qui saluent le couplage d'un levier de financement avec une démarche d'accompagnement de proximité.

Ce processus progressif **mêlant financements et renforcement** permet aux OSC de devenir des actrices légitimes, autonomes et reconnues, capables de piloter leurs projets, d'interagir avec les institutions publiques et de représenter les besoins des populations. En investissant dans leurs compétences, leurs outils et leurs dynamiques internes, le ROI est un levier stratégique pour ancrer les actions des associations dans les territoires, au plus près des communautés et des solutions locales.



Comores

Budget : **599 000 euros**
Employés : **18**
Nombre de projets : **5**
Thématiques concernées : **CEF / PAR / CT**
Nombre de bénéficiaires : **120 900**
Types/groupes de bénéficiaires : **producteurs, distillateurs, techniciens de distillation et cueilleuses des fleurs d'ylang, artisans (maçons, soudeurs), interprofessions de la filière ylang, organisations de la société civile locales (associations, centre de formation, entreprise), organisations issues de la diaspora comorienne, bénéficiaires des projets subventionnés, jeunes en recherche d'emploi, centres de formation, entreprise, populations locales**

Partenaires

Techniques

ICFY – Interprofession Comorienne de la Filière Ylang
ASP – Entreprise d'artisans
FORIM – Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations
IUCN – International Union for Conservation of Nature NL (Branche Néerlandaise)
SeyCCAT Seychelles – Conservation and Climate Adaptation Trust
SAF FJKM Madagascar – Sampan'asa momba ny fampandrosoana
DREF – Direction Régionale de l'Environnement et des Forêts
CRDE – Centres Ruraux de Développement Économique

Institutionnels

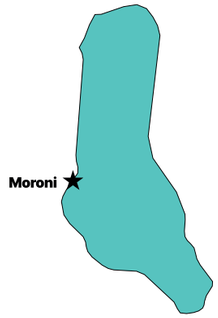
UE – Union européenne
AFD – Agence Française de Développement
EF – Expertise France
CEPF – Fonds de Partenariat pour les Écosystèmes Critiques

Contexte

En 2025, l'enjeu principal pour les Comores a été de renforcer nos relations avec nos partenaires techniques et financiers en l'expertise d'ID dans la mobilisation et la formation des acteurs. Notre équipe a ainsi continué de démontrer son expertise dans l'accompagnement et le renforcement de capacités des acteurs et actrices économiques des Comores avec les prestations pour Komor Initiative et Facilité Emploi.
Parallèlement, le programme Dist'Îles Action a prolongé son accompagnement des artisans pour l'élaboration d'un dernier modèle d'alambic amélioré ainsi que celui de l'Interprofession des acteurs de production de l'huile essentielle d'ylang-ylang vers une plus grande autonomie.
Enfin, les actions pour accompagner et renforcer les OSC comoriennes se sont poursuivies à travers RIT MADIO et le lancement des premières activités de la composante 3 du projet Wamanga Wa Komor. Il s'agira donc de maintenir cette dynamique en 2026 pour espérer continuer l'accompagnement des acteurs variés de l'ylang-ylang et l'appui au financement d'initiatives portées par la société civile comorienne, et atteindre les ambitieux objectifs du programme Wamanga Wa Komor.



Projets



Grand Comore, Anjouan et Mohéli

Dist'Îles Action Comores
2024-2027
AFD, AFIDEV, Fondation Lord Michelham
1 280 000€

Komor Initiative
2024-2025
Expertise France
65 000 €

Wamanga Wa Komor
2024-2027
UE
1 575 000 €

Facilité emploi (JFC 2DFY)
2023-2025
Jeunes et Femmes des Comores pour le Développement Durable de la Filière Ylang
AFD, FLMI
169 000€

Rit MadIO
2022-2027
Regional Implementation Teams Madagascar and the Indian Ocean Islands
CEPF
296 000 €



Focus
Le programme Wamanga Wa Komor

Pour ID, le programme Wamanga Wa Komor marque un tournant stratégique, avec **l'engagement de la diaspora**, moteur essentiel de solidarité internationale. C'est en effet la première fois qu'ID structure une intervention spécifiquement dédiée à la mobilisation d'une diaspora pour favoriser un **développement territorial durable et inclusif**.

Ce projet s'appuie sur une réalité socio-économique singulière : la diaspora comorienne est l'une des plus actives au monde. Ses transferts de fonds représentent **entre 18 % et 23 % du PIB des Comores**. Au-delà de ce soutien financier pour les familles, cette communauté, attachée à ses régions d'origine, porte un **désir croissant d'investir dans des projets structurants et résilients** aux changements climatiques qui impactent les ressources des îles.

Dans cette dynamique, ID et le FORIM s'affirment comme un binôme particulièrement pertinent pour **assurer l'interface entre les Comoriens de l'extérieur et les forces vives locales**. Grâce à sa présence historique sur le terrain, l'organisation agit au plus près des associations locales et de la diaspora, qui font face à d'importants **besoins en renforcement de capacités techniques et organisationnelles**. En plus d'accompagner les organisations dans leur structuration organisationnelle et la mise en œuvre de projets contribuant à l'économie verte et bleue, ID dispose d'une **véritable expertise en médiation**. En effet, en facilitant le dialogue entre les contributeurs de la diaspora et les acteurs locaux, ID s'assure que les initiatives répondent à des besoins réels et soient écologiquement soutenables et socialement équitables.

Cette expérience comorienne n'est qu'un début. L'ambition d'ID est de transformer cet essai en un modèle reproductible. En capitalisant sur les apprentissages de Wamanga Wa Komor, l'association espère pouvoir **transposer ces mécanismes d'engagement dans ses autres pays d'intervention** où la diaspora joue également un rôle de levier de développement. À terme, il s'agit de reconnaître les diasporas non plus comme de simples bailleurs de fonds privés, mais comme des partenaires de coopération à part entière, capables de **catalyser des transformations territoriales profondes et pérennes**.



Congo

Budget : **1 561 000 euros**
Employés : **44**
Nombre de projets : **6**
Thématiques concernées : **PAR / CT / CEF**
Nombre de bénéficiaires : **44 000**
Types/groupes de bénéficiaires : **Autochtones, Jeunes, Femmes, Les ménages**

Partenaires

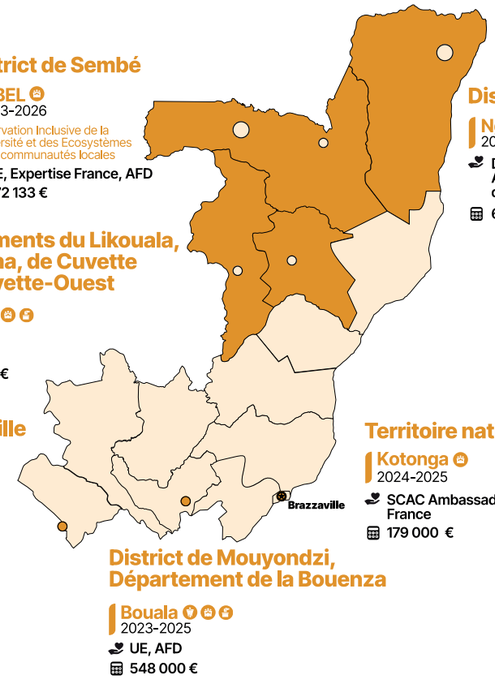
Techniques
APVPS – Association Professionnelle pour la Valorisation des Produits Forestiers Non Ligneux et Subsidiaires
ANEP Congo – Association Nationale pour l'Éducation Prénatale
AFDB – Association des femmes pour le Développement de la Bouenza
WWF Congo – Fonds Mondial pour la Nature Congo

Institutionnels
AFD – Agence Française de Développement
UE – Union européenne
Ambassade de France au Congo
UNDEF – Fonds des Nations unies pour la démocratie
CAFI – Central Africa Forest Initiative
MEF – ministère de l'Économie forestière

Contexte

L'année 2025 confirme l'évolution géographique enclenchée les années passées qui a vu **les activités d'ID Congo se déplacer progressivement du sud du pays vers le nord.** Les quatre départements du nord du pays (Likouala, Sangha, Cuvette et Cuvette-Ouest) concentrent désormais la majeure partie des activités d'ID et des expertises : autochtonie, développement local au service de la conservation, renforcement de la société civile. 20 ans après l'implantation d'ID au Congo**, l'expertise des équipes et la pertinence des approches d'ID sont pleinement reconnues** par nos partenaires techniques et financiers. Ainsi, les perspectives pour 2026 sont plutôt encourageantes avec le lancement en janvier du projet TONGO PETO, qui prévoit d'accompagner trois collectivités locales (Ouesso, Owando et Ewo) sur la gestion de leurs déchets et **permettra de conjuguer plusieurs expertises d'ID : concertation, accompagnement de collectivités, gestion des déchets et renforcement de la société civile.**

Projets



District de Sembé
CIBEL
2023-2026
Conservation Inclusive de la biodiversité et des Ecosystèmes par les communautés locales
UE, Expertise France, AFD
272 133 €

Départements du Likouala, du Sangha, de Cuvette et de Cuvette-Ouest
ELONGO
2024-2027
UE, AFD
1 484 000 €

Pointe-Noire et Brazzaville
Lituka
2023-2026
CAFI (Initiative pour les Forêts d'Afrique Centrale)
902 000 €

District d'Enyellé
Nguenguissa
2024-2027
Délégation de l'Union Européenne au Congo, Ambassade de France au Congo, AFD, Fonds des Nations-Unies pour la Démocratie
620 000 €

Territoire national
Kotonga
2024-2025
SCAC Ambassade de France
179 000 €

District de Mouyondzi, Département de la Bouenza
Bouala
2023-2025
UE, AFD
548 000 €

Focus
ID Congo : deux décennies au service des communautés



L'anniversaire des 20 ans de présence d'ID au Congo a été l'occasion de **célébrer collectivement les réussites communes,** de partager des moments en équipe et de se projeter dans l'avenir. Cette célébration a été ponctuée par plusieurs temps forts :

Une **exposition photographique intitulée « *Des racines et des droits* »** réalisée par le photographe congolais Baudouin MOUANDA. Cette exposition a mis en lumière les acteurs et actrices engagés dans des démarches de changement en faveur de la **préservation de la forêt** (Bouala et Lituka) ou de **l'égalité effective de droits entre les populations autochtones et les communautés locales** (Nguenguissa). Un vernissage a été réalisé le lundi 15 septembre 2025 à l'espace Bana Moy, un tiers-lieu culturel implanté dans un quartier ayant peu accès à la culture, en présence du chargé d'affaires de l'Ambassade de France.

Une **table ronde intitulée « Les dynamiques de concertation au service du développement local et de l'inclusion »** s'est tenue à l'Institut français du Congo et a permis de faire dialoguer les acteurs et actrices d'hier et ceux qu'accompagne ID actuellement. Ainsi, en présence de nombreuses autorités, de membres des Comités de Développement Locaux (CDL) de Mouyondzi, Bambama, Loumo et Mindouli et des Comités de Gestion et de Développement Communautaire (CGDC), les échanges ont permis de revenir sur l'historique de ces instances, leurs impacts, mais également de réfléchir aux défis rencontrés. Cette table ronde a donné lieu à une capitalisation qui a été l'opportunité **d'analyser le rôle des espaces de concertation dans la promotion d'un développement local inclusif** et de rappeler que le territoire est avant tout constitué des populations qui le composent et de leurs aspirations.

Enfin, cette année anniversaire a été marquée par un **séminaire d'une semaine qui a regroupé les équipes Congo et Gabon** pour des temps de partage d'expérience et de formation. Ce séminaire a vu également la participation **d'Agnès Rossetti et d'Alexis Bourges, respectivement présidente d'ID et directeur des opérations d'ID** mais également les précédents directeurs pays d'ID Congo. Une belle occasion de regarder ensemble le chemin parcouru.



France

Budget : **111 000 euros**
Employés : **2**
Nombre de projets : **1**
Thématiques concernées : **ECSI**
Nombre de bénéficiaires : **3 000**
Types/groupes de bénéficiaires : **Jeunes adultes entre 18 et 30 ans**

Partenaires

Techniques
WIPSEE – La Maison de l'Europe des Landes
MEBA – La Maison de l'Europe de Bordeaux
PLS – Pour La Solidarité
ESTIA – École Supérieure des Technologies Industrielles Avancées
Université de Bordeaux
Université Bordeaux Montaigne
Sciences Po Bordeaux
Université de La Rochelle
TEAMIT+
RADSI – Réseau Associatif pour le Développement et la Solidarité Internationale

E-Graine
FAL 33 – France Amérique Latine 33
KuriOz
E&D – Engagé.e.s et Déterminé.e.s
CNCD 11.11.11
Fresque de l'Économie Circulaire

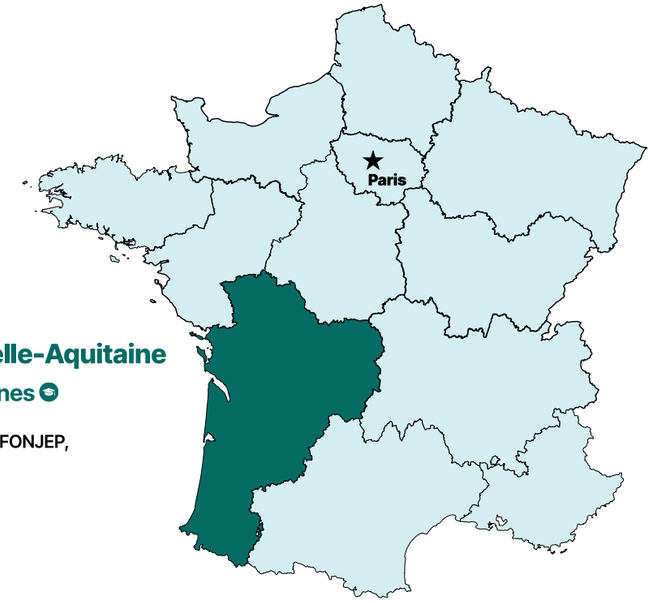
Institutionnels
RNA – Région Nouvelle-Aquitaine
Ville de Mérignac
FONJEP – Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire
ERASMUS+

Contexte

L'année 2025 a permis de renforcer les partenariats développés depuis 2023, d'en initier de nouveaux, et **d'ancrer plus durablement ID sur le territoire** en tant qu'acteur de la jeunesse et de l'ECSI. Forte de son expérience européenne avec TEAMIT+, l'ONG s'est rapprochée en 2025 d'autres acteurs européens, afin de travailler sur les **transitions écologiques et solidaires**, et la **participation citoyenne**, tels que la Maison de l'Europe de Bordeaux, la Maison de l'Europe des Landes, ou encore l'ONG belge Pour La Solidarité.

Le projet « Initiatives Jeunes » s'est ainsi divisé en différents volets tels que des projets tuteurés afin de **mettre en relation des porteurs de projet à impact** avec des étudiants, le recrutement et la formation de bénévoles et ambassadeurs et ambassadrices européens et européennes afin d'animer des outils pédagogiques sur le développement et des **ateliers de sensibilisation à l'interculturalité**.

Projets



Région Nouvelle-Aquitaine

Initiatives Jeunes
2023-2026

Erasmus +, RNA, FONJEP, Ville de Mérignac

242 000€

Focus

Du terrain au plaidoyer climatique : une démarche citoyenne



Dans le cadre du projet TEAMIT+, l'équipe d'Initiatives Jeunes a formé et accompagné 12 ambassadeurs et ambassadrices à la **création d'un plaidoyer climatique**. Pendant 24 heures, ils et elles ont créé une vidéo à destination du grand public et des acteurs concernés par leur thématique pour sensibiliser au gaspillage alimentaire et aux solutions pouvant être mises en place.

Pendant plusieurs mois, ils et elles ont pu travailler sur des **livrets d'engagement**, riches en recommandations pour les acteurs de leurs territoires. Grâce à cette démarche, ils ont pu recueillir le témoignage de 60 chercheurs, professionnels, citoyens, et **formuler une quinzaine de recommandations afin de pallier ce problème.**



Gabon

Budget : **77 000 euros**
Employés : **3**
Nombre de projets : **1**
Thématiques concernées : **PAR**
Nombre de bénéficiaires : **185**
Types/groupes de bénéficiaires : **Jeunes mères, habitants de la commune**

Partenaires

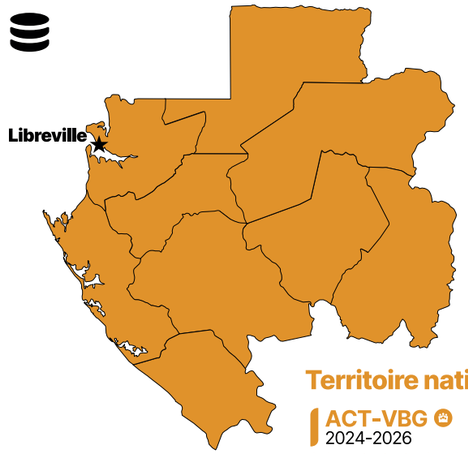
Techniques
AEDH – Agir Ensemble pour les Droits Humains
ReFLeT – Réseau Femme Lève-Toi
Justice et droit pour tous
Cœur de femme Gabon
Ibogaïne
CEAD

Institutionnels
AFD – Agence Française de Développement
UE – Union européenne
Ambassade de France au Gabon

Contexte

L'élection présidentielle d'avril 2025, marquée par **la très large victoire de M. Brice Oligui Nguema,** met un terme à la **période de transition ayant suivi le renversement de la dynastie Bongo**. Cette élection apaisée permet à ID de poursuivre sereinement son intervention sur le projet ACT-VBG, qui mobilise son **expertise en renforcement de la société civile et en accompagnement au changement sur une thématique sensible**. ACT-VBG constitue un bel exemple de consortium où la complémentarité des expertises permet d'apporter des solutions concrètes aux survivantes de violences basées sur le genre. L'année 2026 sera marquée par le lancement d'IMPACT, un projet de renforcement de la société civile piloté par Agir Ensemble en partenariat avec ID, le CEAD (Centre d'Étude et d'Appui au Développement local) et le FENSED (Femme, Environnement, Santé et Éducation). À cette occasion, un premier pas vers une plus grande structuration des activités d'ID au Gabon se matérialisera avec le **recrutement d'un poste de comptable-logisticien qui sera à cheval sur le projet ACT-VBG et IMPACT.**

Projets



Territoire national

ACT-VBG
2024-2026
Agir contre toutes les violences basées sur le genre

Délégation de l'Union Européenne au Gabon, Ambassade de France au Gabon, Sao-Tomé et Principe

233 000 €

Focus

Le ReFLeT : pivot d'une réponse coordonnée aux violences faites aux femmes



Au Gabon, l'un des succès marquants d'Initiative Développement (ID) est **le partenariat construit depuis 2021 avec le Réseau Femme Lève-Toi** (ReFLeT), une association dynamique portée par des femmes engagées en faveur de l'égalité et des droits des femmes. Sous l'impulsion de sa présidente, Nathalie Zemo Efoua, le ReFLeT s'est progressivement affirmé comme un acteur reconnu de la société civile gabonaise, **engagé dans la promotion de la participation des femmes à la vie publique et l'accompagnement des victimes de violences basées sur le genre**.

À ses débuts, l'association fonctionnait principalement grâce à l'engagement bénévole de ses membres. L'accompagnement proposé par ID a permis de renforcer durablement son organisation : **formalisation des procédures internes, amélioration de la gouvernance, mise en place de contrats de travail et professionnalisation des pratiques.** Ce soutien a constitué un véritable tournant, donnant au ReFLeT les moyens de consolider son action et de gagner en crédibilité auprès des institutions et des partenaires. Cette évolution a également renforcé sa reconnaissance auprès de partenaires institutionnels et financiers, tels que l'Union européenne ou l'Ambassade de France.

Au-delà du renforcement institutionnel, ce partenariat a permis le partage de méthodes et de savoir-faire. Les équipes du ReFLeT ont notamment été formées à l'AOC-MS, compétences qui ont ensuite été mobilisées auprès de différents publics, notamment dans les universités et les espaces de participation citoyenne. Cette dynamique s'est poursuivie avec le lancement, en 2024, du projet ACT-VBG, mis en œuvre par un consortium coordonné par Agir Ensemble pour les Droits Humains, dont ID et le ReFLeT sont membres. L'une des avancées majeures du projet a été le **renforcement des collaborations entre plusieurs organisations spécialisées afin d'améliorer la prise en charge des victimes.** En favorisant les synergies entre acteurs de la santé, du soutien psychosocial, de l'accompagnement juridique et de l'autonomisation économique, cette approche contribue à offrir des réponses plus complètes pour les survivantes.



Haïti

Budget : **1 549 000 euros**
Employés : **22**
Nombre de projets : **2**
Thématiques concernées : **CT / Santé**
Nombre de bénéficiaires : **93 000**
Types/groupes de bénéficiaires : **Autochtones, Jeunes mères, Habitants de la commune, etc.**

Partenaires

Techniques
ADEMA – Ansanm pou yon Demen Miyò an Ayiti
CAF – Club des Amis de la Francophonie
CRI – Cellule de réflexion et d'intervention
SJS – Salon des Jeunes de Saint-Louis-du-Nord
WHH – Welthungerhilfe
GRET – Groupe de Recherche et d'Échange technologique

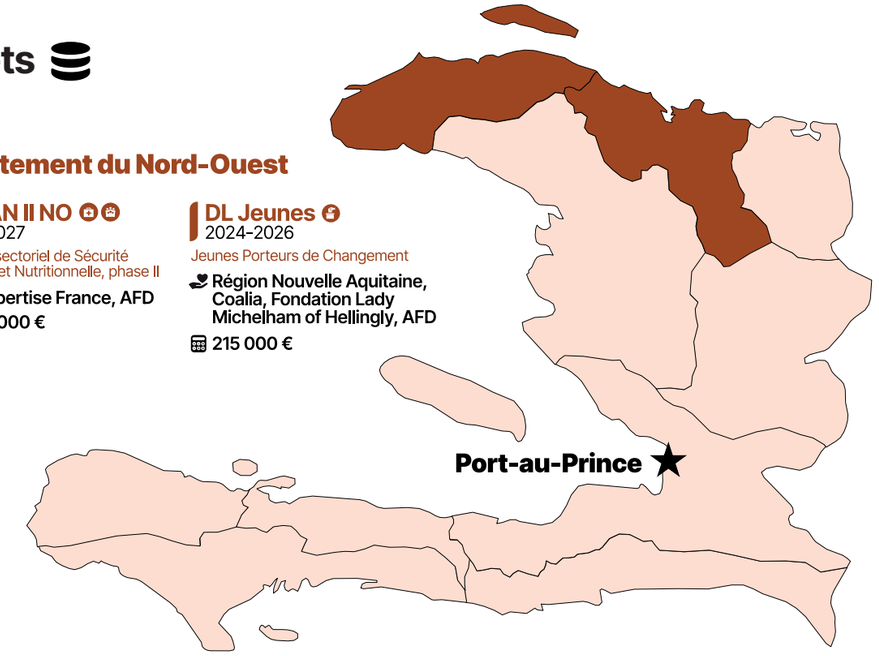
Institutionnels
AFD – Agence Française de développement
EF – Expertise France
UE – Union européenne
Coallia
FLMH – Fondation Lord Michelham of Hellingly
MSPP – Ministère de la santé publique et de la population

Contexte

En 2025, la **crise sécuritaire et humanitaire** s'est aggravée en Haïti. Malgré l'appui de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité (MMAS) à la Police Nationale d'Haïti, la violence des **groupes criminels organisés** s'est étendue jusque dans l'Artibonite et le Centre. Fin 2025, le Conseil Présidentiel de Transition a publié un calendrier électoral pour 2026. En parallèle, le nombre de **déplacés internes** dépassait 1,3 million, accentuant l'insécurité alimentaire et la fragilité des services de base.

Dans ce contexte de crise prolongée, ID maintient sa ligne directrice : **privilégier un niveau de qualité et un ancrage local**. Cette volonté de concentration des activités se traduit notamment par le lancement d'un **nouveau programme** DTI NE et la relocalisation du bureau de coordination à Fort-Liberté en 2026. **La jeunesse reste une priorité absolue :** ID conserve une attention ciblée sur la **lutte contre la malnutrition, la santé materno-infantile, la santé sexuelle et reproductive et la lutte contre les violences basées sur le genre**. L'émulation positive portée par les collectifs d'acteurs locaux eux-mêmes est l'élément clé qui permet à ID de maintenir son impact auprès des populations vulnérables.

Projets



Département du Nord-Ouest

PMSAN II NO
2024-2027
Projet Multisectoriel de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, phase II
UE, Expertise France, AFD
6 000 000 €

DL Jeunes
2024-2026
Jeunes Porteurs de Changement
Région Nouvelle Aquitaine, Coalia, Fondation Lady Michelham of Hellingly, AFD
215 000 €

Focus

L'entrepreneuriat comme levier de transformation territoriale



Widana Laphie, une jeune du Haut Nord-Ouest de l'île, illustre l'impact du programme. Grâce à l'accompagnement reçu, elle a pu lancer une **initiative de boulangerie** dans le centre de Saint-Louis-du-Nord, qui lui assure aujourd'hui des revenus réguliers. Ce projet s'inscrit dans un dispositif plus large **d'appui aux jeunes entrepreneurs**, articulé autour de deux volets complémentaires : la formation au leadership et à l'entrepreneuriat, puis l'incubation de projets économiques locaux.
La première action a permis d'organiser huit **séances de formation** structurantes, mobilisant une cohorte de 60 jeunes leaders dont 27 femmes. Les modules ont couvert des thématiques essentielles : leadership citoyen, montage de projet, informatique et égalité de genre. Au-delà des compétences techniques, ces formations ont renforcé la confiance en soi et la **capacité des jeunes à porter des actions de plaidoyer** auprès des autorités locales.
La seconde action a consolidé l'entrepreneuriat local par un **processus d'incubation**. 17 jeunes ont été accompagnés et 8 ont concrétisé leurs **projets économiques**, malgré un contexte national marqué par l'inflation, l'insécurité et les blocages routiers. L'accompagnement technique, incluant coaching et gestion de projet, a orienté les bénéficiaires vers des **modèles résilients et adaptés aux besoins spécifiques du territoire**.

Ces résultats prennent une dimension particulière dans un pays où le chômage touche 15 % de la population en 2024, soit trois fois le taux moyen dans le monde. Les jeunes sont les plus affectés : **36 % des 15-24 ans ne trouvent pas d'emploi, contre 13 % dans le monde**. Dans ce contexte, l'investissement dans la jeunesse et l'entrepreneuriat local apparaît comme **un levier puissant de résilience et de transformation sociale**. Les réussites des autres jeunes démontrent la pertinence d'un accompagnement de proximité, ancré dans les réalités du Haut Nord-Ouest.



Madagascar

Budget : **820 000 euros**
Employés : **25**
Nombre de projets : **3**
Thématiques concernées : **EAD / PAR / CT**
Nombre de bénéficiaires : **12 000**
Types/groupes de bénéficiaires : **Communes, Intercommunalités, OSC locales, Région, Populations locales, Petits entrepreneurs propriétaires d'alambics, Familles rurales distillatrices / productrices girofliers, Techniciens de distillation, Artisans (soudeurs, maçons), Directions régionales, OSC nationales, Acteurs du secteur privé**

Partenaires

Techniques

IFAID – Institut de Formation et d'Appui aux Initiatives de Développement
BEST – Bureau d'Expertise Sociale et de diffusion Technique
RADSI – Réseau d'associations d'Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale Nouvelle-Aquitaine
AIM – Action Intercoopération Madagascar
Consultant JFR – Jean-François ROZIS
Cabinet de conseil BYW – BUY Your Way
Ran'eau – Ran'eau Malagasy

Institutionnels

UE – Union européenne
AFD – Agence Française de Développement
EF – Expertise France
CEPF – Fonds de Partenariat pour les Écosystèmes Critiques
FLMH – Fondation Lord Michelham of Hellingly
DREDD Analanjirofo – Direction Régionale de l'Environnement et du Développement Durable
RNA – Région Nouvelle-Aquitaine
Région Itasy
Agence de l'eau – Rhône Méditerranée Corse
Agence de l'eau – Adour Garonne
Intercommunalités de 3A MIROSO, 3AI, MAMISOA et ASA
COGELI – Comité de Gestion du lac Itasy
Ambassade de France à Madagascar

Contexte

L'année 2025 a constitué une étape cruciale pour les programmes en cours à Madagascar. Le **renforcement des acteurs autour du lac Itasy** s'est accéléré avec le programme PAGLI, symbolisé par le déploiement de l'AOC-MS auprès d'une centaine d'acteurs, le renforcement de capacités d'une dizaine d'OSC, la création de **comités de gestion** pour une vingtaine d'ouvrages d'Eau et Assainissement et l'accompagnement d'une dizaine de Structures Locales de Concertation (SLC).

Le projet Dist'Îles Action a permis d'aboutir à l'installation de l'**alambic *EKO***, plus économe de 70 % en bois qu'un alambic traditionnel. Enfin, l'ambassade de France a renouvelé sa confiance envers ID en faisant valoir son expertise pour le **renforcement de capacité des organisations de la société civile** lauréates du Fonds Équipe France.

La **pérennisation des ressources** des programmes apparaît ainsi comme un défi majeur, dans un contexte de réduction des aides publiques au développement. De nouveaux partenariats techniques et financiers seront recherchés, afin de favoriser de nouvelles dynamiques pour ID à Madagascar.

Projets

Territoire national

FEF-OSC
2025-2027
Renforcement et Accompagnement Fonds Equipe France – Organisation de la Société Civile
Ambassade de France
200 000 €

Région Itasy

PAGLI 2
2023-2026
Programme d'Appui à la Gouvernance Locale en Itasy
UAFD, RNA, Agences de l'eau Adour-Garonne et Rhone Méditerranée Corse, Région Itasy
1 829 000 €



Régions Analanjirofo et Atsinanana

Dist'Îles Action
2024-2027
AFD, FLMH
1 280 000 €

Focus

Le programme PAGLI II

À travers le programme PAGLI II, Initiative Développement déploie une approche globale pour **améliorer la gouvernance locale de l'eau et de l'assainissement** dans 17 communes de la Région Itasy. L'expertise multidimensionnelle d'ID réside dans sa capacité à **articuler en synergie des solutions techniques, institutionnelles et sociales**. En agissant comme un **médiateur entre les différents acteurs du territoire**, ID transforme les enjeux de services publics en opportunités de développement économique et social, tout en garantissant la préservation des ressources naturelles.

ID renforce la **redevabilité institutionnelle** et le pouvoir d'agir des collectivités en accompagnant les communes et intercommunalités dans l'optimisation de leur gestion publique. À Ampefy, cet appui technique et la digitalisation des outils ont permis de **structurer la fiscalité locale** : le recouvrement est passé d'un budget initial quasi nul à 25 millions d'Ariary sur deux ans. Ces ressources permettent désormais à la commune **d'assurer le salaire de ses agents** et de financer, sous l'arbitrage des habitants via les Structures Locales de Concertation, des projets d'intérêt général (éclairage solaire, infrastructures scolaires, ponts). En parallèle, le renforcement des Organisations de la Société Civile, comme l'association féminine FVMA, favorise l'**émergence d'un leadership local** et une participation active aux décisions territoriales.

Les dynamiques de changement durables reposent sur l'implication directe des individus. Grâce à l'AOC-MS, ID a mobilisé 153 acteurs (habitants, pêcheurs, agriculteurs, hôteliers) autour de la **sauvegarde du lac Itasy**. Cette méthode a généré des actions de sensibilisation portées par des relais communautaires culturels auprès de 8 000 personnes, ancrant durablement les **enjeux d'hygiène et d'écologie** dans les comportements. Pour pérenniser ces avancées, ID collabore avec des institutions clés : l'Observatoire de l'Université d'Itasy pour la collecte de données et le COGELI pour la protection des captages. Cette structuration est renforcée par la signature de 13 contrats de délégation, sécurisant les obligations des élus envers les usagers et garantissant la **transparence de la gestion sur le long terme**.





Sénégal

Budget : **554 000 euros**
Employés : **11**
Nombre de projets : **3**
Thématiques concernées : **CEF / PAR**
Nombre de bénéficiaires : **2 000**

Partenaires

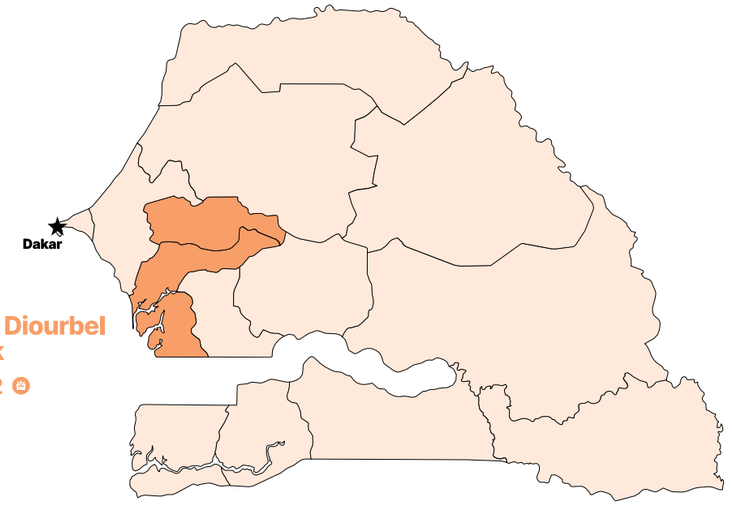
Techniques
SOL – Alternatives Agroécologiques et Solidaires
ONG des Villageois de Ndem
Yaakaar Environnement
Bët-Set/L'Aurore

Institutionnels
Agence Régionale de Développement de Fatick
Agence Régionale de Développement de Diourbel
RNA – Région Nouvelle-Aquitaine

Contexte

Après une phase 1 du programme RésiSTerre au Sénégal (régions Fatick et Diourbel), clôturée en 2024, les succès observés ont été poursuivis avec le lancement d'une nouvelle phase en 2025, toujours autour des thématiques de la gestion durable des ressources forestières (projet A Kob Ale), de l'agroécologie (Biofermes), et de l'accès à une énergie de cuisson propre (Yaakaar). Cette nouvelle phase est aussi l'occasion, pour ID et ses partenaires (ARD et OVN), de consolider et de développer leurs expertises dans leurs territoires d'action, avec, dès 2025, la réalisation d'études sur les filières forestières et agricoles pour accompagner de nouveaux acteurs du territoire et faciliter l'accès à de nouvelles sources de revenu, l'appui à l'intégration des enjeux climatiques et environnementaux dans les planifications locales, ainsi que l'essaimage et le passage à l'échelle des acquis et réussites dans les deux régions d'action et auprès de nouveaux partenaires locaux. En parallèle, cette année 2025 a été marquée par la création d'un nouveau partenariat avec l'association Bët-Set, autour de la transmission de la méthodologie AOC-MS du PAR et de sa mise en œuvre dans la région de Kaolack sur des problématiques de raréfaction des ressources naturelles.

Projets



Régions de Diourbel et de Fatick

Résisterre 2
2024-2027

AFD

656 000 €



Focus

S'ancrer dans les réseaux sénégalais de la transition agroécologique

En 2025, ID et ses partenaires ont renforcé leur ancrage territorial au Sénégal en rejoignant plusieurs réseaux structurants de la transition agroécologique et de la coopération.
Aux côtés d'Agrisud International Sénégal, ID a intégré la Dynamique pour une Transition Agroécologique au Sénégal (DyTAES). Ce réseau national fédère organisations de producteurs et de consommateurs, groupements de femmes rurales, ONG, institutions de recherche, réseaux de la société civile, élus locaux et entreprises. Ensemble, ils portent le plaidoyer pour la transition agroécologique, sensibilisent, partagent leurs expériences et accompagnent les territoires engagés dans cette transformation. Cet écosystème partenarial soutient les initiatives locales et contribue à la résilience face aux défis climatiques.
À l'échelle territoriale, l'ONG des Villageois de Ndem (OVN), partenaire majeur d'ID dans le programme RésiSTerre 2, notamment via les projets YAAKAAR (biocombustible à base de coques d'arachide) et BIOFERMES (agroécologie en zone sahélienne), a rejoint la DYTAEL de Bambey, où Agrisud est également engagé. Les DYTAEL sont les relais locaux de la DyTAES : des espaces inclusifs où les acteurs d'un territoire portent ensemble le plaidoyer et la mise en œuvre concrète de l'agroécologie, en cohérence avec le comité de pilotage national. OVN a d'ailleurs participé à l'étape de Bambey de la caravane nationale de l'agroécologie 2025, temps fort de mobilisation qui a parcouru une vingtaine de départements à travers le pays.
Enfin, ID a intégré le bureau de la Plateforme des ONG européennes au Sénégal (PFONGUE), qui crée des synergies entre ONG européennes, État sénégalais et partenaires techniques et financiers.



Tchad

Budget : **1 578 000 euros**
Employés : **33**
Nombre de projets : **8**
Thématiques concernées : **PAR / CEF / EAD / CT**
Nombre de bénéficiaires : **936 000**
Types/groupes de bénéficiaires : **Jeunes et élèves, Femmes, Autorités locales, OSC, Citoyens**

Partenaires

Techniques
ADNS+ – Association Djenandoum Naasson Santé Plus
ATNV – Association Tchadienne pour la non-violence
UFEP – Union des femmes pour la Paix
AGIR – Cellule de Conseil et d'Appui à la Gestion
CEFOD – Centre d'Étude et de Formation pour le Développement
SEVES – Systèmes Économiquement Viables pour l'Eau aux Suds
ANCT – Association Nationale des Communes du Tchad

Institutionnels
Commune de Moundou
DPEE – Délégation Provinciale de l'eau et l'énergie
Mairie de Koumra

Contexte

En 2025, les programmes d'ID au Tchad ont couvert un spectre large d'interventions, articulant **accès aux services essentiels, renforcement des capacités locales et gouvernance territoriale**. Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, le projet Man Madjibé a amélioré **l'accès à l'eau potable dans des zones vulnérables**, tout en consolidant la gouvernance des associations d'usagers. La gestion des déchets a progressé à Moundou et Koumra grâce aux projets PLIM 2 et KODEC, avec une structuration des services et une mobilisation citoyenne notable.
Sur le plan environnemental, le programme RésiSTerre 2 a renforcé la **résilience climatique** des acteurs locaux du Logone Occidental. En matière de citoyenneté, les projets Moundou Leci et AGORA ont soutenu la participation des jeunes et la gouvernance communale. L'année a ainsi posé des bases solides pour des **dynamiques durables**, malgré des **contextes institutionnels fragiles** et des défis persistants liés au changement climatique.

Projets



Bongor, Ati, Oum Hadjer, Mongo, Pala, Léré, Gounou Gaya, Koumra

AGORA
2021-2025
Appui à la Gouvernance locale et Renforcement des Acteurs communaux
AFD, DUE
1 333 000 €

Province du Guéra

Guewine
2025-2026
Ambassade de France
500 000 €

Province du Logone Occidental

Madjilebe
2024-2027
Resisterre 2 (Résilience Société et Territoire 2)
AFD, Ville de Poitiers, Région Nouvelle Aquitaine, MEAE
500 000 €

Moundou

PLIM 2
2025-2028
Projet de lutte contre les inondations à Moundou
AFD
1 200 000 €

Moundou Leci
2022-2025
AFD, Ville de Poitiers, Ambassade de France, FLMH
543 000 €

Province de Koumra

Man Madjibé 1 et 2
2022-2025 puis 2025-2027
De l'eau pour le développement de la cité
Grand Poitiers, Agence de l'eau Loire Bretagne, AFD
1 004 000 € puis 996 000 €

Koumra

KODEC
2025
Koumra déchets
Grand Poitiers
40 000 €

Focus
Le projet KODEC



En 2025, le projet KODEC a enclenché une **dynamique collective** par la Mairie de Koumra avec les associations de jeunes et de femmes, et des commerçants. La gestion des déchets de la commune est davantage cadrée et de nombreux dépôts sauvages ont été éradiqués dans le centre de la ville et au niveau des marchés. Ces actions de cadrage et de salubrité de l'espace public ont favorisé une **meilleure structuration des rôles entre la mairie, les OSC, les commerçants et les habitants**, contribuant ainsi à renforcer la gouvernance locale de l'assainissement.
Les impacts concrets sont visibles dans la p**erception de la Mairie à mieux gérer les déchets** de sa commune. Le **cadre de vie urbain s'améliore également**, notamment dans les marchés et les zones de forte concentration, où la réduction des dépotoirs sauvages a été significative. Cette évolution a également renforcé la confiance des populations envers les services communaux. Les campagnes de sensibilisation, soutenues par les radios locales et des actions de communication de proximité, ont permis une **meilleure appropriation des enjeux sanitaires et environnementaux** par les populations, ainsi qu'une amélioration de l'identification et de l'adhésion des abonnés au service.



Focus droits humains

ID accorde une attention particulière à ce que les **droits humains**, dans toute leur diversité, soient placés au cœur de ses projets. Pour cela, elle s'appuie sur l'**Approche du développement Fondée sur les Droits Humain**s (AFDH), formalisée dès 2003 par l'ONU comme un cadre de référence.

Elle vise à rendre les bénéficiaires des projets de coopération **acteurs et actrices de leur propre développement**, afin de **renforcer l'impact et la durabilité des actions** menées. Cette approche s'assure d'une part que les projets ne nuisent pas aux droits humains, et de l'autre qu'ils contribuent à leur progression, en s'adressant à la fois aux titulaires de droits (les populations) et aux porteurs d'obligation (État, collectivités, institutions).

L'AFDH concerne un **large spectre de droits** : civils et politiques, économiques, sociaux et culturels, et de nouveaux droits en référence à certaines catégories de personnes, comme les populations autochtones, ou encore le droit à un environnement sain. Les projets d'ID s'inscrivent dans cette approche et contribuent fortement à renforcer l'accès à une large diversité de droits.

- À Madagascar, dans la région Itasy, le projet PAGLI II agit **sur le droit à participer à la vie publique** en accompagnant les habitant·es, titulaires de droits, et les collectivités, porteuses d'obligations, dans la redynamisation de structures locales de concertation (SLC), afin qu'ils participent aux décisions concernant leurs communes.
- Au Congo, dans le district d'Enyellé, ID et son partenaire l'Association Moaka Tala Ebosso (AMTE) s'appuient sur la loi n° 5 de 2011 relative aux droits des populations autochtones pour accompagner ces dernières à connaître et **défendre leurs droits fondamentaux**, tout en sensibilisant les autorités déconcentrées et les services à son application. En complément, un mécanisme de remontée des violations des droits humains (MRI-DH) accompagne les victimes et appuie les gendarmes et le centre de santé intégré (CSI) dans la prise en charge des cas.
- Au Tchad, dans le Logone Occidental, le projet Man Madjibé agit sur **le droit d'accès à l'eau potable** en accompagnant les habitants dans l'organisation de leur association d'usagers de l'eau (AUE). ID et son partenaire AGIR-CCAG (Cellule de Conseils et d'Appui à la Gestion) s'appuient sur le décret n° 249 confiant la gestion de l'eau à l'AUE, en cas d'absence de communes, et conseillent les AUE dans leur fonctionnement. Les autorités déconcentrées assurent le suivi, notamment via un mécanisme de suivi technique et financier garantissant l'application de la loi et l'amélioration de l'accès à l'eau.

Le programme PAGLI II : cas concret d'une double exigence de développement

Chez ID, nous organisons notre action par thématiques, qui portent chacune sur une des multiples facettes de l'aide au développement. Pour le projet PAGLI II, ce sont les thématiques Eau Assainissement Déchets (EAD) et Citoyenneté et Territoires (CT) qui sont mobilisées. La construction du réseau d'eau est assurée par une commande publique de la commune à une entreprise locale. Sa gestion s'appuie généralement sur une organisation de la société civile en délégation de la commune pour que l'outil soit véritablement approprié par les habitants de la région. Simultanément, la thématique CT travaille pour **intégrer la concertation, la décision populaire au sein des processus décisionnels et la maîtrise d'ouvrage communale**. Cela passe par le **renforcement des cadres de concertation** au sein des communes, étape clef pour consolider la démocratie locale.

Le programme **PAGLI II, en Région Itasy à Madagascar** a mis en place ou consolidé, depuis son lancement en 2023, 15 espaces de concertation (SLC) au sein desquels la parole des habitants et habitantes est décisive dans les décisions communales. Ces nouveaux espaces de concertation ont, à ce jour, engendré 26 propositions dans les budgets communaux, tandis que 766 membres ont été formés sur la notion du genre.



Les impacts combinés de cette approche multithématique sont nombreux :

200 m³ d'eau par jour

La population locale dispose désormais de **plusieurs réseaux d'eau** distribuant environ 200 m³ d'eau par jour, ainsi que de cadres de gouvernance et d'espaces de concertation pour décider de la gestion de ces nouvelles infrastructures.

+ 760 membres

Plus de 760 membres ont été **formés sur la notion du genre**, élément clef du renforcement des cadres de gouvernance mixtes et des projets incluant les enjeux liés au genre.

1 observatoire dédié

Les acteurs chargés de la distribution et de la gestion de la ressource bénéficient d'un observatoire dédié **au suivi des enjeux liés à l'eau sur le territoire**, ainsi que de documents cadrant sa protection.

Nos équipes ★

D'un stage au siège à un volontariat sur le terrain, d'un recrutement local à une prise de responsabilité, ID conçoit chaque parcours professionnel comme un chemin de progression. Notre **politique de ressources humaines**, fidèle à notre projet associatif, mise sur **l'autonomie, la formation et un socle de valeurs partagées** entre nos équipes en France et dans nos neuf autres territoires d'action. Une exigence qui fait d'ID une organisation où l'on apprend, où l'on grandit et où l'on reste engagé.



Portrait de Joël, volontaire de réciprocité pour ID au Sénégal

« J'ai aussi appris à dépasser mes limites. » Volontaire de solidarité internationale en réciprocité, Joël Ewolo, Camerounais de 26 ans, a occupé pendant un an le poste d'Assistant Responsable Programme RésiSTerre 2 au Sénégal. Sa mission : dresser l'état des lieux des produits forestiers ligneux et non ligneux dans les régions de Fatick et Diourbel. Quatre filières en ressortent — charbon de bois, balanites, miel, anacarde — sélectionnées pour leur intérêt économique, leur durabilité et leur portée culturelle, avec un objectif : que les acteur·ices en vivent durablement. Un poste à responsabilité qui l'a fait grandir, entre gestion de projet, animation et partenariats — et un wolof qui lui résiste encore. Il est aujourd'hui VSI pour Grand Poitiers et ID à Moundou, au Tchad.

On vous présente des nouveaux collègues…

Ophélie Lassale

J'ai rejoint ID pour son approche du développement. Après plusieurs années dans l'humanitaire, cette vision m'a parlé : construire des **solutions concrètes et durables** où habitants et associations sont acteurs du changement.





Elisabeth Naveau-Diop

Ce qui me motive chez ID : **le multiculturalisme, la convivialité et les pierres apportées à un monde plus équitable** ! Je pense que c'est grâce à ses valeurs, ses approches et sa capacité à se remettre en question qu'ID contribue depuis plus de 30 ans à un monde plus juste.

Gabrielle Savalle

J'ai rejoint ID car j'ai aimé son **approche centrée sur les acteurs de terrain**, que l'on accompagne et renforce pour qu'ils soient de vraies parties prenantes du développement de nos pays d'action. Et la diversité des programmes et la culture familiale font qu'on ne s'ennuie pas du tout en s'y sentant bien !



…et trois parcours de nos jeunes collaborateurs

Eva, Corentin et Laure ont construit un **début de parcours professionnel à Initiative Développement,** tour à tour stagiaires en assistance aux responsables thématiques, ils et elles ont décroché le graal **: un volontariat de solidarité internationale pour compléter leur expérience**, de l'appui thématique à la gestion de projet. Nous sommes persuadés que les jeunes sont au cœur de la solution et que notre association doit être un tremplin vers l'emploi.

Eva Groult,

stagiaire au PAR, puis assistante pays au Sénégal et maintenant en Haïti.

Ces expériences m'ont permis de **développer une vraie polyvalence** et de renforcer mes compétences, notamment en gestion de projet. Elles m'ont aussi offert un **épanouissement professionne**l grâce à la confiance et aux relations avec mes collègues, mais également dans le fait de croire dans la manière d'agir d'ID. J'ai désormais une approche beaucoup plus opérationnelle : je soutiens directement les équipes de terrain et les activités, je comprends la **logique réelle de nos actions** et travailler auprès du PAR et des équipes a consolidé ma vision de l'accompagnement dans le développement des acteurs. Mon expérience à ID m'a donné une **vision concrète et humaine du secteur**, bien au-delà de la dimension administrative et de redevabilité des bailleurs.





Corentin Verneau,

stagiaire assistant à la direction des opérations et maintenant chargé SERA et appui aux opérations

Ce parcours m'a donné l'opportunité de développer des compétences dans la conception et la mise en œuvre de dispositifs SERA (Suivi, Évaluation, Redevabilité et Apprentissage) dans nos projets. J'ai également renforcé mes capacités d'**accompagnement des équipes de terrain** dans la mesure des indicateurs de leurs projets, ainsi que dans la **valorisation des apprentissages** issus des activités menées. Enfin, mes missions en Haïti et aux Comores, ainsi que mon expérience au siège, m'ont permis de réaliser concrètement **l'impact positif** que les projets de développement ont sur les territoires et les acteurs locaux.

Laure Moncuit,

stagiaire CEF puis chargée d'appui autochtonie au Congo et maintenant assistante au responsable du programme Nguenguissa, toujours au Congo

J'ai pu développer une vision globale du cycle de projet allant **de son élaboration à sa mise en œuvre sur le terrain**. Ces diverses expériences m'ont fourni une compréhension fine de certains **enjeux socio-économiques et climatiques**. Plus spécifiquement, mon travail auprès des populations bantoues et autochtones en République du Congo me permet de comprendre la **complexité des relations humaines** et les interdépendances existantes entre les individus. Concrètement, mon parcours à ID m'a permis de renforcer mes compétences en gestion de projet, aussi bien au niveau opérationnel que financier, et en coordination d'équipe. Là où actuellement il est difficile pour les jeunes de s'insérer dans un **secteur fortement impacté par les coupes budgétaires**, mon expérience à ID m'a ouvert des portes pour être au plus près des actrices et acteurs sur le terrain. Cela m'a fait ouvrir les yeux sur les spécificités du terrain qui ne sont pas systématiquement prises en compte par les projets de développement. Bien que je sois en perpétuel questionnement sur ma place dans ce secteur, l'approche d'ID plaçant **les communautés locales au cœur de leur développement** correspond à mes valeurs et à ma perception de ce que doit être le développement.



Rejoignez nos équipes

Ensemble, nous avons le pouvoir de changer les choses !

Intégrez une organisation où l'excellence professionnelle rencontre la diversité culturelle. Ici, chaque talent contribue à un impact concret : celui qui change des vies et protège notre planète. Vous êtes passionnés par l'accompagnement et le transfert de compétences ? Votre place est aux côtés d'ID pour faire bouger les lignes de la solidarité internationale.

Initiative Développement

Les visages d'ID en 2025

Bénin

Burundi

Comores

Congo

France

Gabon

Haïti

Madagascar

Sénégal

Tchad

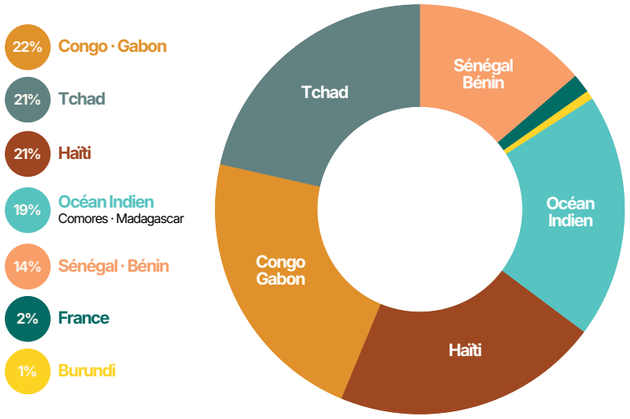
Rapport financier

Nos finances : croissance maîtrisée, cap maintenu

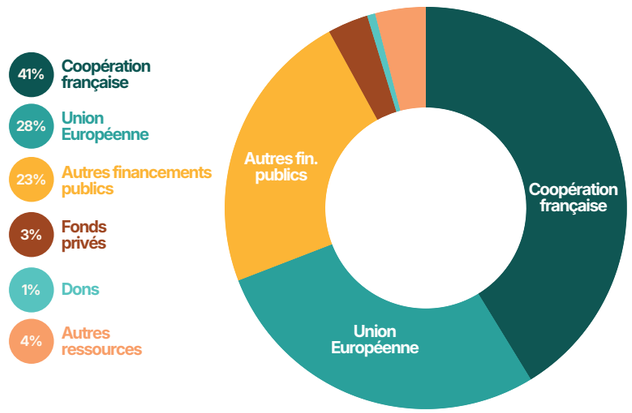
En 2025, le budget de notre association poursuit sa trajectoire ascendante, atteignant le seuil de 8 millions d'euros, soit une croissance de 30 % par rapport à 2024. Ce niveau sans précédent est tiré par de nouveaux projets d'envergure aux Comores, au Congo, en Haïti et au Tchad, dont environ 850 000 € sont mis en œuvre directement par nos partenaires.

La structure de nos financements évolue, au profit d'une meilleure diversification de nos ressources. En effet, la baisse de l'aide publique au développement dans le budget de l'État nous amène à nous tourner vers d'autres bailleurs : financements européens, collectivités territoriales, agences de l'eau, ou encore fonds multilatéraux, sont désormais majoritaires dans notre budget. Cette réorientation nous permet d'appréhender avec plus de sérénité les prochaines années, dont on sait qu'elles s'annoncent difficiles pour les associations, dans un contexte de repli généralisé de la solidarité internationale.

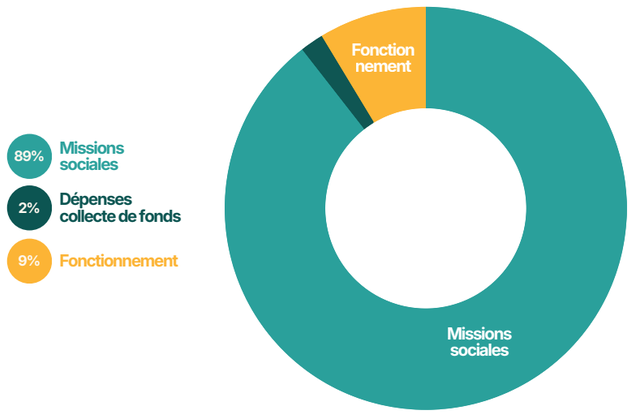
Cet environnement volatil nous oblige à la prudence, et nous poursuivons en 2025 une politique de maîtrise de nos coûts, nous permettant de dégager un résultat net de 58 000 € environ.
Pour les prochains exercices, l'enjeu sera de maintenir cet équilibre, en réinterrogeant sans cesse nos outils et méthodes de travail, pour gagner en efficacité, sans jamais transiger sur nos ambitions et nos valeurs.



Répartition des dépenses par pays en 2025



Répartition des ressources par origine en 2025



Répartition des dépenses par poste en 2025

Bilan actif

	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
ACTIF IMMOBILISÉ		
Immobilisations incorporelles	3 958	1 222
Immobilisations corporelles	177 872	178 478
Immobilisations financières	5 194	4 929
TOTAL (I)	**187 024**	**184 629**
ACTIF CIRCULANT		
Créances	2 313 042	2 096 978
Trésorerie	3 578 221	1 827 309
Charges constatées d'avance	43 989	22 201
TOTAL (II)	**5 935 252**	**3 946 488**
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	**6 122 276**	**4 131 117**

Bilan passif

	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	98 601	98 601
Réserves statutaires ou contractuelles	778 485	778 485
Excédent ou déficit de l'exercice	58 020	– 374 847
TOTAL (I)	**462 134**	**404 114**
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Provisions	72 637	70 708
TOTAL (II)	**72 637**	**70 708**
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	428 000	432 830
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	106 143	51 335
Dettes fiscales et sociales	142 273	158 450
Autres dettes	140 101	243 048
Produits constatés d'avance	4 771 996	2 767 333
TOTAL (III)	**5 588 514**	**3 652 996**
Écarts de conversion passif (V)	– 1 008	3 300
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+V)	**6 122 276**	**4 131 117**

Compte de résultat

	31/12/25	31/12/24
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1200	1100
Ventes de prestations de services	966040	98421
Produits de tiers financeurs	**6753892**	**5826985**
Concours publics et subventions d'exploitation	6436513	5421051
Ressources liées à la générosité du public	317380	405935
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	101069	1010
Autres produits	150469	115146
TOTAL (I)	7972670	6042663
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	0	589633
Autres achats et charges externes	3953050	2399969
Impôts, taxes et versements assimilés	106965	129564
Salaires et traitements	3126376	2628386
Charges sociales	525872	495807
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	86715	60813
Dotations aux provisions	55819	111013
Autres charges	47116	38079
TOTAL (II)	7901913	6453264
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**70757**	**– 410601**
PRODUITS FINANCIERS		
TOTAL (III)	41419	92098
CHARGES FINANCIÈRES		
TOTAL (IV)	54156	86192
2. RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	**– 12737**	**5906**
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV)	**58020**	**– 404695**

	31/12/25	31/12/24
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
TOTAL (V)	–	30952
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
TOTAL (VI)	–	1104
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**–**	**29848**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+IX)	8014089	6165713
TOTAL DES CHARGES (II+IV+V+X)	7956069	6540560
EXCÉDENT OU DÉFICIT	**58020**	**– 374847**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	4013	3868
Bénévolat	34761	40772
TOTAL	38774	44640
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens	4013	3868
Personnel bénévole	34761	40772
TOTAL	38774	44640



Communication et Mécénat

Mieux expliquer, mieux raconter, mieux communiquer

En 2025, le service communication s'est doté d'une nouvelle stratégie de communication à horizon 2028 et a poursuivi sa modernisation avec une identité graphique totalement rénovée et le développement d'un site web moderne plus que jamais en phase avec son temps.
Sur le plan événementiel, plusieurs temps ont été organisés à Poitiers et Bordeaux afin de mettre en valeur nos 30 ans d'engagement en Haïti auprès des jeunesses : l'occasion de renforcer notre présence sur notre territoire et d'aller à la rencontre des Néo-Aquitains.
Enfin, nous avons poursuivi nos actions de formation à la communication à destination de nos équipes afin de vous remonter des témoignages toujours plus qualitatifs de nos actions.

Chiffres clefs communication

CHIFFRES GLOBAUX

154
Posts et articles de blog publiés

34
Vidéos créées

+54%
Vues sur les vidéos réseaux sociaux

+14%
Taux d'engagement en progression

RÉSEAUX SOCIAUX

LINKEDIN
+6 680
Nouveaux abonnés

INSTAGRAM
+69%
D'abonnés en plus

FACEBOOK
+1065
Nouveaux abonnés



Les plaidoyers d'ID

AU NATIONAL

ID s'est joint au Mouvement associatif et à l'ensemble des associations de France dans le cadre de la mobilisation générale le 11 octobre dernier face à la baisse des financements publics pour les acteurs de la solidarité !

Le plaidoyer d'ID, c'est aussi s'engager sur son territoire aux côtés d'autres associations pour **défendre les valeurs de démocratie, de participation et d'inclusion** de tous les groupes sociaux, y compris les plus éloignés.

Mettre en valeur les jeunesses à l'Espace Mendès France | 2 juillet

Convaincus que **les jeunes sont des moteurs de changement**, ID a organisé cette table ronde pour faire **dialoguer des expériences venues d'horizons différents** : jeunes engagés localement dans une coopérative d'activité, l'accompagnement de primo-arrivants ou les transitions écologiques en zones rurales, et jeunes impliqués dans les projets d'ID en Haïti et au Tchad. De ces échanges est ressortie une conviction partagée **: partout, les jeunesses ont la capacité de transformer leurs territoires**.

ID au Global Forum for Social and Solidarity Economy (GSEF) aux côtés d'Agrisud | 29-31 octobre

« Notre organisation accompagne des porteurs de projets à l'international, avec l'enjeu de ***concilier viabilité économique et impact social*** *sur le terrain.* »
Félix de MARLIAVE, directeur général d'Initiative Développement, lors du GSEF

Un événement bordelais pour les 30 ans d'ID en Haïti | 3 décembre

Proposé par ID et Agrisud avec le soutien de la Ville de Bordeaux, cet événement a mis en lumière un **Haïti qui va de l'avant** : initiatives agricoles, projets communautaires, démarches locales de gouvernance. Une soirée porteuse d'espoir, mise en valeur par les **textes de l'écrivain et dramaturge Rolaphton Mercure.**

ID s'engage

Agir pour le développement et la justice sociale et environnementale, c'est aussi au cœur de nos engagements de structure. Conformément à notre éthique associative, ID s'inscrit dans des démarches au long cours.

Protéger et inclure

- Mise en place d'une **politique de prévention et de lutte** contre les violences sexistes et sexuelles
- Respect de **la parité femmes-hommes** au sein d'ID : 51 % de femmes et 49 % d'hommes au siège
- Maintien d'un **écart de 1 à 2,45** entre le plus bas et le plus haut salaire

Transition écologique

- Réalisation des **bilans carbone** du siège en France, des coordinations pays au Congo et au Tchad
- Déploiement d'une feuille de route **Transition écologique** d'ID
- **Diminution de 50 %** de nos émissions liées aux déplacements aériens du siège d'ici 2035

Éthique et intégrité

- Mise en place d'une **politique de lutte anticorruption**
- Conduite de 7 audits terrain par an, internes et externes

Mobilisation

- 1 490 heures de travail de **bénévoles engagés**
- 304 heures de mécénat de compétences
- 6 missions d'accompagnement technique par Catamania



Apportez votre soutien à ID ♥

Avec ID, votre générosité finance des actions qui changent vraiment la donne. Chaque euro est investi avec rigueur pour transformer durablement la vie des personnes les plus vulnérables et agir pour le climat.

Devenez entreprise partenaire

Transformez votre engagement RSE en impact international durable et mesurable. Ensemble, créons des solutions qui inspirent vos collaborateurs et changent concrètement le monde.

Initiative Développement

id-ong.org

29 rue Ladmirault
86000 Poitiers
Tél. : +33 (0)5 49 60 89 66
E-mail : id@id-ong.org

initiative.developpement

ILS NOUS SOUTIENNENT

La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'UE et de l'AFD. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité d'ID et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'UE ou de l'AFD.